PROCES - VERBAL 4/2022

DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DE PULLY

DU MERCREDI 22 JUIN 2022

A LA SALLE PULLIERANE

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
Ouverture, présents, excusés	1
Procès-verbal de la séance du 25 mai 2022	2
1. Communications	2
1.1 Communications du Bureau	2
1.1.1 Représentations et invitations	2
1.1.2 Lettres et pétitions	3
1.1.3 Communications de la Municipalité	4
1.1.4 Motions, postulats et interpellations	4
2. Ordre du jour	5
2.1 Assermentation de M. Marco Torti en remplacement de Mme Paola Möhl (PLR), démissionnaire	5
2.2 Election d'un ou d'une membre à la Commission des affaires régionales et intercommunales (CARI), en remplacement de Mme Paola Möhl (PLR), démissionnaire	6
2.3 Commission pour l'étude du postulat 04 (2021-2026) de M. Olivier Burnet et consorts, intitulé « Postulat tendant à faciliter la lecture des textes officiels de la Commune »	6
2.4 Préavis 10-2022 Site du Collège principal - Demande de crédit d'étude en vue de la construction de nouveaux locaux scolaires, d'une bibliothèque et d'une salle omnisports double VD5 Crédit d'investissement demandé CHF 5'257'000.00	8

2.5	Préavis 11-2022 Rapport de gestion 2021	17
2.6	Préavis 12-2022 Comptes 2021	22
2.7	Préavis 13-2022 Création d'une garderie et aménagement d'espaces de bureaux pour la Fondation de l'enfance et de la jeunesse au chemin de Montillier 3 – Crédit demandé CHF 793'000.00	28
2.8	Rapport de la Commission des affaires régionales et intercommunales (CARI)	30
2.9	Rapport d'une-e délégué-e du Conseil communal à l'Association de Sécurité Est Lausannois (ASEL)	30
2.10	Rapport d'un-e délégué-e du Conseil communal au Conseil intercommunal de l'association de communes de la région lausannoise pour la Réglementation des taxis	31
2.11	Election du-de la président-e pour la période du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	32
2.12	Election du-de la 1 ^{er} -1 ^{ère} vice-président-e pour la période du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	33
2.13	Election du-de la 2 ^{ème} vice-président-e pour la période du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	33
2.14	Election de deux scrutateurs-trices pour la période du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	34
2.15	Election de deux scrutateurs-trices suppléants-e-s pour la période du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	34
2.16	Propositions individuelles	35
2.16.1	Postulat interpartis « Vers une ville sans déchets plastiques à usage unique » de Melissa Torres et consorts	35
2.17	Divers	37
2.17.1	Remerciements à la Municipalité pour le soutien à l'Association pour les intérêts et le développement de Pully-Nord Mme Lena Lio	37
2.17.2	Changements de chef de groupe et de président de parti pour le groupe les Vert·e·s Mme Anne Schranz	37
2.17.3	Lecture lettre de démission Mme Nicole Panizzon	37

2.17.4 Nouvelles informations concernant la pétition suite à la fermeture du guichet CFF de Pully Mme Pauline Tafelmacher	38
2.17.5 Lecture lettre de démission Mme Simone Collet	39
2.17.6 Remerciements au Président sortant M. Romain Herzog	40
2.17.7 Discours du Président sortant M. Dimitri Simos	40
2.17.8 Discours du Syndic pour le Président sortant M. Gil Reichen	41

Le Président :

Mesdames et messieurs, je vous invite gentiment à prendre place et je vous souhaite une très cordiale bienvenue à ce conseil.

Excusés

Les conseillères et conseillers suivants se sont excusés : Mmes Odile Cuénoud Gonzalez, Nadia Privet, Muriel Thalmann, Licet Vargas, Line Zolliker MM. Julien Conus, Dominique Favre, Philippe Slama, Bernard Suter

Arrivées tardives : Mme Florence Steinhäuslin Jeanrenaud, MM. Frédéric Anken, Sébastien Lévy, André Ogay

Absents

Mme Mary Mayenfish Tobin, M. Jean-Marc Duvoisin

Le Président

Je demande maintenant à notre secrétaire, Mme Francine Medana, de bien vouloir procéder à l'appel.

Le Président :

Mesdames et Messieurs les Conseillères et les Conseillers, nous sommes 85 membres présents, le quorum est atteint. Je vous rappelle l'envoi de la convocation qui comprenait l'ordre du jour. Elle a été envoyée le 20 mai, soit largement plus que le délai réglementaire de trois semaines avant la séance. Le Conseil ayant été régulièrement convoqué, le quorum étant atteint, je constate que cette assemblée peut valablement délibérer et je déclare la séance ouverte.

Je vous rappelle votre serment. Chacune et chacun est libre à ce moment d'invoquer au fond de soi-même, la bénédiction divine sur nos travaux.

Je salue la présence de Mme Marie Nicolier pour le 24 heures, en la remerciant de couvrir régulièrement nos travaux et l'actualité de notre Ville.

Je souhaite la bienvenue aux membres du public et les remercie de l'intérêt porté à la vie de notre Commune. Je salue enfin la Municipalité accompagnée des représentants de l'administration communale, qui soutiennent indirectement nos débats dans les coulisses.

Je remercie aussi les techniciens et huissiers qui assurent le bon déroulement de notre Conseil et je remercie enfin les jardiniers de Pully pour la décoration florale de la salle.

Procès-verbal du 25 mai 2022**Le Président :**

Le procès-verbal de la séance du 25 mai 2022 vous a été adressé par mail le 20 juin dernier. Je remercie Mme Medana pour sa rédaction.

Est-ce que quelqu'un dans la salle a des remarques ?

La secrétaire :

Comme vous l'avez certainement vu, ce fut un très long procès-verbal, 60 pages et je voulais remercier ceux qui m'envoient leurs interventions écrites, en format Word, cela m'aide beaucoup et cela raccourcit mon travail. Je ne remercie pas toujours directement les personnes qui le font, que ce soit au sein de la Municipalité ou parmi vous membres du Conseil, alors je le

fais maintenant. Sachez également que je réécoute tout, même lorsque j'ai le texte de l'intervention, et que si votre texte écrit diffère de votre intervention orale, je fais les corrections.

Le Président :

Merci, Mme Medana, je vous prie de noter ceci au PV, s'il vous plaît.

Est-ce que quelqu'un dans la salle a des propositions de corrections ou des compléments ?

M. Roland DU BOIS :

J'ai juste une petite correction à faire sur la page 14 du PV de la dernière séance, sur mon intervention sur la 4^{ème} ligne : « Ces bâtiments sont bien implantés, ils sont de qualité, le seul problème, c'est qu'on parle de toits à pans et ces pentes, elles sont tellement faibles, qu'on ne peut pas les utiliser sans sous-couverture. » Il manque le sans. Ce n'est pas grand-chose, mais c'est important pour la compréhension.

Le Président :

Y a-t-il d'autres propositions de corrections ou de compléments ?

Tel ne semble pas être le cas, étant donné qu'il y a une demande de correction sur ce procès-verbal, je vais vous demander de l'approuver en levant votre carton orange.

Sans surprise, le procès-verbal est approuvé, je vous remercie.

1. COMMUNICATIONS

1.1. COMMUNICATIONS DU BUREAU

1.1.1 REPRESENTATIONS ET INVITATIONS

Mardi 7 juin, j'ai eu le plaisir de représenter le Conseil communal au 1 an du Blick romand, où j'ai pu rencontrer un grand nombre de tiktokeurs romands, et un finaliste de « The Voice », même si je l'avoue, être ignorant dans ces deux thèmes.

Mercredi 8 juin, j'ai représenté le Conseil lors de la remise des mérites sportifs, où j'ai pu réaliser que la jeunesse de Pully est montée sur ressort et que les disciplines sont très variées, entre le basket, le foot, la gym, le judo et la voile. La cérémonie de remise des trophées était animée par Madame la Municipale Lydia Masmegan et par le journaliste David Lemos qui n'a pas démerité.

Le 10 juin, j'ai participé à la traditionnelle réception des nouveaux citoyens, qui n'avait plus eu lieu depuis 2019, comme la cérémonie des mérites sportifs d'ailleurs. Triste rappel que notre jeunesse a été confinée durant ces deux ans de pandémie.

Enfin j'aimerais revenir sur l'épilogue de notre dernier Conseil, car même s'il s'est terminé tardivement, cela n'a pas empêché certains d'entre nous de rester au foyer jusqu'à plus de 03h00 du matin, obligeant de facto notre huissier à attendre le départ des dernières personnes présentes.

Il a donc été convenu que dorénavant, le foyer serait ouvert pendant au maximum 1h30 après la fin de la séance du Conseil, mais au plus tard jusqu'à minuit. Cela reste encore largement suffisant pour prendre un verre après et passer un moment convivial. Je vous remercie pour votre compréhension.

1.1.2 LETTRES ET PETITIONS

1) Démissions

J'ai reçu la démission de Mme Lucienne Vasserot en date du 17 juin 2022. Je vous en fais lecture :

« Par la présente, je vous prie de prendre note de ma démission du Conseil communal pour la fin de l'année électorale, soit au 30 juin 2022.

Après un engagement de plus de 35 années avec l'interruption d'une législature seulement pour occuper d'autre fonction d'un club service au niveau suisse, c'est avec honneur et passion que j'ai suivi les évolutions de notre magnifique commune.

La date de mon élection m'a marquée car c'était le même jour que l'assermentation d'une conseillère fédérale qui a fait plus de bruit que moi, mais qui est restée nettement moins longtemps dans ses fonctions. Les anciens s'en souviendront.

En arrivant au Conseil communal, j'ai d'entrée assuré la présidence de la Commission permanente d'urbanisme, pas facile, jeune et sans expérience politique, j'ai tout de même assuré cette fonction pendant 6 ans, si mes souvenirs sont bons.

Les années au Conseil m'ont permis de rencontrer 5 syndics si différents les uns des autres, mais tous de très grande qualité. Comme toujours dans nos séances du Conseil, on ne peut pas être toujours d'accord avec les propositions de notre exécutif, mais la démocratie nous oblige parfois à accepter l'inacceptable pour les uns, le justifiable pour les autres ! L'important est de pouvoir s'exprimer. Mes félicitations vont à notre Municipalité qui gère parfaitement notre Commune. La tâche n'est pas toujours facile et sans soucis.

Engagée au sein de l'Union pulliérane, mon idéal a été la défense des intérêts de notre cité dans toutes les situations, sans rattachements à une couleur politique mais pour défendre la collectivité, la sécurité et le bien vivre de l'ensemble des habitants de Pully, pour lesquels nous nous sommes engagés. Il faut aussi dire que tous les dossiers sont passionnants et l'on se prend très vite au jeu, que ce soit un problème d'école, de STEP, de route, de piscine ou financier bien évidemment.

Pendant toutes ces années, bien occupée par ma famille, mes 3 filles, mes 8 petits-enfants et toujours en activité dans mon atelier d'architecture, il est temps de lâcher prise et d'ouvrir de nouveaux horizons à toutes personnes jeunes engagées dans la vie active. Lors des dernières élections, l'Union Pulliérane s'est enrichie de magnifiques et jeunes citoyennes et citoyens qui me font grande confiance et qui auront de nouvelles idées pour les prochaines années !

Ayant apprécié tout au long de ces années non seulement la vie politique, mais également les compétences et interventions de chaque élu et groupe politique et plus précisément des membres UP, qui ont toujours réagi à juste titre et pertinemment en représentant la Commune de Pully. J'ai apprécié nos rencontres sympathiques et conviviales, intelligentes et intéressantes. De plus, de forts liens d'amitié se sont créés durant cette longue période au sein du Conseil et plus particulièrement à l'Union Pulliérane à qui je souhaite plein succès pour les prochaines années et longue vie au Conseil.

En vous remerciant de votre écoute et de votre amitié durant toutes ces années, je vous adresse mes cordiales pensées.

Lucienne Vasserot»

Mme Lucienne Vasserot est entrée au Conseil communal le 2 octobre 1984. Une longévité politique hors normes, que même nos Municipaux les plus expérimentés n'égalent pas. Conseillère appréciée au sein de tous les rangs, j'aimerais remercier en notre nom à tous Mme Lucienne Vasserot pour son engagement de longue durée au service de la collectivité.

(Longs applaudissements)

Mme Vasserot, je vous souhaite le meilleur pour la suite de vos engagements et une bonne retraite politique.

J'ai également reçu la démission de M. Marc Lebel en date de ce jour. Je vous en fais lecture :

« Ce message pour vous informer de ma démission prématurée du Conseil Communal de Pully dans le cadre d'un départ à l'étranger cet été. Ayant été élu au départ de cette législature, mon expérience au Conseil aura donc été malheureusement beaucoup plus brève qu'anticipée, mais non sans émotion et fierté d'avoir eu l'honneur de faire partie du Conseil de la ville qui m'a vu grandir. Je retiens aussi avec joie de grands moments de complicité durant la campagne des élections communales de 2021.

Je vous souhaite à toutes et tous une excellente suite de législature et, j'en suis convaincu, des débats et prises de décisions qui permettront à notre belle ville de Pully de surpasser avec panache les défis de notre temps afin de laisser aux générations qui nous suivront la même douceur de vivre et de raisons d'aimer Pully. Merci.

Marc Lebel »

A titre personnel, je regrette le départ de M. Lebel, mais je lui souhaite au nom de ce Conseil un excellent nouveau départ dans le plat pays où il pourra peut-être instruire nos amis belges sur les finesses du fédéralisme helvétique.

(Applaudissements)

1.1.3 COMMUNICATIONS DE LA MUNICIPALITE

Le Président :

Je pense qu'il n'y a pas de communications sur nos pupitres.

Est-ce bien juste M. le Syndic ? C'est bien cela, merci.

1.1.4 MOTIONS, POSTULATS ET INTERPELLATIONS

Nous avons reçu deux postulats interpartis intitulés :

« Vers une ville sans déchets plastiques à usage unique »

de Melissa Torres et consorts

« Revitaliser le centre et les quartiers de Pully »

de Jacqueline Reigner et consorts

Mme Jacqueline Reigner a décidé de retirer son postulat de l'ordre du jour.

Le postulat Torres et consorts sera développé au point « Propositions individuelles ».

2. ORDRE DU JOUR

Le Président :

Vous avez reçu l'ordre du jour qui vous a été adressé avec la convocation le 20 mai dernier conformément à l'art. 24 de notre règlement. Cet envoi comprenait les préavis 10, 11, 12 et 13-2022.

Je vous propose d'apporter les modifications suivantes à l'ordre du jour :

1. Assermentation de M. Marco Torti en remplacement de Mme Paola Möhl (PLR), démissionnaire.
2. Election d'un ou d'une membre à la Commission des affaires régionales et intercommunales, en remplacement de Mme Paola Möhl (PLR), démissionnaire.

Le point 1, devenant le point 3 et ainsi de suite.

Une conseillère ou un conseiller s'oppose-t-il à cet ordre du jour ou a-t-il une remarque à formuler ? Ce n'est pas le cas, je considère donc cet ordre du jour comme approuvé et nous pouvons maintenant passer au traitement des objets

2.1 Assermentation de M. Marco Torti en remplacement de Mme Paola Möhl (PLR), démissionnaire.

Le Président :

Je prie M. l'Huissier de bien vouloir conduire le nouveau conseiller communal devant la tribune et j'invite l'Assemblée à se lever.

Monsieur,

Je vais lire le serment que vous devez prêter avant d'entrer en fonction. Son texte figure dans la Loi cantonale sur les communes et dans notre règlement du conseil. Après quoi, à l'appel de votre nom, vous lèverez la main droite et direz clairement : « Je le promets ».

Lecture du serment :

« Vous promettez d'être fidèles à la Constitution fédérale et à la Constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer »

M. Marco Torti ?

Je le promets.

Monsieur, au nom de cette assemblée, je vous félicite. Je vous souhaite une chaleureuse bienvenue au sein du Conseil communal de Pully et je vous prie de passer vers la secrétaire pour recevoir votre brevet ainsi que le règlement du Conseil communal.

(Applaudissements)

J'invite l'Assemblée à se rasseoir.

2.2 Election d'un ou d'une membre à la Commission des affaires régionales et intercommunales (CARI)

Le Président :

Nous allons à présent procéder à l'élection d'un nouveau ou d'une nouvelle membre à la Commission des affaires régionales et intercommunales, en remplacement de Mme Paola Möhl, démissionnaire.

Je rappelle que, conformément à l'art 38 al. 3 de notre règlement, un siège devenu vacant reste acquis au groupe auquel appartenait le conseiller à remplacer.

J'invite le groupe de PLR à présenter une candidature à ce poste.

M. Sébastien FAGUE demande la parole :

Le groupe PLR vous propose la candidature de M. Marco Torti au poste de membre de la Commission des affaires communales et intercommunales, la CARI et on vous remercie de soutenir cette candidature.

Le Président :

Merci, M. Sébastien Fague.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Tel n'étant pas le cas, M. Marco Torti est élu tacitement selon l'art. 40 al. 2 de notre règlement et je l'en félicite.

(Applaudissements)

2.3 Commission pour l'étude du postulat 04 (2021-2026) de M. Olivier Burnet et consorts, intitulé « Postulat tendant à faciliter la lecture des textes officiels de la Commune »

J'invite maintenant Mme Nathalie Bernheim, Présidente de la commission ad hoc à venir présenter et commenter le rapport de ladite commission.

Mme Nathalie BERNHEIM :

Vous aurez remarqué combien je fais attention à la verbalisation de cette introduction, pour vous dire que la Commission que j'ai eu le plaisir de présider concernant le postulat 4 de la législature de M. Olivier Burnet et Consorts tendant à faciliter la lecture des textes officiels de la Commune s'est réunie le mercredi 1^{er} juin en présence de M. le Syndic et de Mme Joanne Beaud Turin, déléguée à la communication de la Ville de Pully. La Commission a pu échanger de façon très nourrie d'ailleurs et finalement, je retiendrai deux remarques d'ordre général qui ont été faites au moment des échanges, c'est l'utilité pour la Commune finalement de définir un cadre, une ligne directrice dans le respect des diverses sensibilités et enfin, également d'harmoniser la pratique lors de l'utilisation des communications. La Commission à une majorité de 5 voix pour et de 4 voix contre propose au Conseil de prendre en considération le postulat et de le renvoyer à la Municipalité pour étude et rapport.

Le Président :

Merci, Mme Bernheim.

Lors de la séance du 23 mars dernier, nous avons déjà considéré ce postulat comme recevable et ce Conseil avait déjà voté l'entrée en matière. Nous sommes donc exemptés de refaire cette opération ce soir. Je vous propose donc de passer directement à la discussion sur le fond. Quelqu'un s'oppose-t-il à cette manière de procéder ? Si ce n'est pas le cas, nous pouvons maintenant passer au traitement de cet objet sur le fond et j'ouvre donc la discussion sur ce postulat et ses demandes.

Les demandes s'affichent à l'écran, je vous en épargne la lecture.

Je me tourne d'abord vers les postulants, M. Burnet, la Commission ad hoc désignée pour entendre vos demandes a décidé de préavisier pour le renvoi de ce postulat pour étude et rapport. Vous avez la possibilité de retirer votre postulat ou de maintenir la demande de renvoi à la Municipalité pour étude et rapport. M. Burnet, que souhaitez-vous faire ?

M. Olivier BURNET :

Je le maintiens.

Le Président :

Merci, M. Burnet.

La discussion est ouverte, à qui puis-je passer la parole ?

M. André OGAY demande la parole :

J'ai lu ce postulat, dans un premier temps, avec un second degré.

Confronté en permanence aux procédures administratives, je me pose régulièrement la question entre systématique de l'écriture inclusive et uniformisation pour gagner du temps. La demande n'est finalement pas anodine et mérite de s'y arrêter, histoire de développer quelques réflexions qui vont au-delà des contraintes de la rédaction d'un texte administratif.

Plusieurs réactions surgissent face à cette écriture qui vont de : Machisme absolu; on a toujours fait comme ça, pourquoi on changerait maintenant; on ne va pas refaire le dictionnaire; on a déjà fait des efforts, enfin le « on » c'est plutôt des fois masculins; on essaie les mots unisexes comme collègues; faire de l'écriture inclusive lorsque c'est important et stratégique; il est important de tout décliner pour le respect des interlocutrices ou interlocuteurs (cela va dans les deux sens); et finalement le féminisme absolu.

Il s'agit quand même d'un problème de fond qui dépasse la simple écriture d'un texte administratif. Ce sont des petites choses, qui en s'accumulant, ne facilite pas toujours la position de la femme. Je vis dans des milieux où je côtoie beaucoup de femmes, voire même que des femmes. J'ai donc dû apprendre à faire attention aux détails qui ne nous paraissent pas importants comme homme, mais qui peuvent heurter celles-ci.

Dans ma famille, je conjugue avec ma femme, mes trois filles et ma chienne. Au travail, je dépends d'une directrice de division, d'une directrice de service et tout bientôt depuis les élections, d'une cheffe de département et les deux tiers de mes collègues sont des femmes. D'ailleurs, un de mes arguments à l'embauche pour mon poste actuel était mon aisance à évoluer dans un monde féminin. Je n'en ai pas perdu pour autant ma masculinité.

Mais c'est là que ça devient intéressant, lorsque je suis le seul mâle de la réunion et que la première phrase est « Mesdames, bienvenue », j'interviens pour dire qu'il y a aussi un monsieur. Je me retrouve donc dans la même situation dont nous parlons maintenant où le masculin prévaut. Par contre, lorsque j'écris à un groupe de destinataires

essentiellement composé de femmes, j'ai plutôt tendance à utiliser le féminin dans le corps de mon texte.

Quand mes filles et leurs amies regardent le Grand Prix de Formule 1 à la maison en m'expliquant la dernière réglementation sur les ailerons arrière des véhicules, je suis invité comme spectatrice, mais suis quand même considéré comme un homme.

Nous ne pouvons donc pas ignorer ce problème d'écriture inclusive en disant que le langage est plutôt masculin, que cela prend des décennies pour changer de telles règles, mais en même temps trop de formalisme n'est pas trop productif. Les règles de politesse d'adressage doivent être respectées comme chère Madame, cher Monsieur, personne ne va me contredire à ce sujet. Quant au corps de texte, nous ne pouvons pas simplement écarter d'un revers de main cette problématique.

C'est pourquoi, je vous expose un point de vue innovateur en travaillant la proportionnelle. Si nous avons affaire à une majorité d'hommes, utilisons le masculin et si nous avons affaire à une majorité de femmes utilisons le féminin ! L'égalité de traitement est ainsi respectée. Les hommes se disent prêts à respecter l'égalité entre les sexes, c'est l'occasion rêvée de le faire. Et si un mot m'est adressé, car il s'adresse aussi à des femmes, le « e » ajouté pour la déclinaison féminine ne sera pas suffisant pour faire vaciller ma virilité.

Ce message un peu humoristique, vous délivre sérieusement une solution pragmatique et respectueuse de chacune et chacun. Je vous remercie.

Le Président :

Merci, M. Ogay.

La discussion est toujours ouverte, Quelqu'un souhaite-t-il ou souhaite-t-elle s'exprimer ? Cela ne semble pas être le cas, la parole n'est plus demandée.

M. Burnet ayant décidé de maintenir le renvoi de son postulat à la Municipalité, nous allons donc passer au vote.

Je prie celles et ceux qui approuvent cette demande et son renvoi à la Municipalité pour étude et rapport, de le manifester en levant leur carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

C'est donc à une large majorité que le postulat est renvoyé à la Municipalité.

Merci, Mme Bernheim.

**2.4 Préavis 10-2022 Site du Collège principal - Demande de crédit d'étude en vue de la construction de nouveaux locaux scolaires, d'une bibliothèque et d'une salle omnisports double VD5
Crédit d'investissement demandé CHF 5'257'000.00**

J'invite M. Romain Herzog, qui remplace au pied levé, Mme Odile Cuénoud, Présidente de la commission désignée à cet effet, à venir présenter et commenter le rapport de ladite commission.

M. Romain HERZOG :

Au pied levé, c'est le cas de le dire, je vous recommande de ne pas répondre au téléphone de Mme Odile Cuénoud quand elle vous appelle à 17h00 le soir du Conseil, c'est mauvais signe. Je suspecte d'ailleurs les membres du Parti Socialiste de le savoir et que c'était en fait un bizutage à mon égard, ils savent très bien qu'il ne faut pas

répondre à Mme Cuénoud une heure avant le Conseil. Toujours est-il qu'elle m'a promis une bière pour son remplacement, et je demanderai à Mme Medana, que cela soit protocolé au procès-verbal pour en être sûr. Du coup, vous n'aurez pas de document Word de mon intervention, je préfère vous prévenir.

Toujours est-il que je suis prêt, en tout cas je ne suis pas moins prêt que si je m'étais préparé, donc au final, cela revient au même et du coup on est prêts pour parler de ce préavis sur la rénovation du Prieuré, non pas du tout, cela commence mal (Rires), celle-là c'était pour le Syndic.

Je vais être assez bref, je remercie la Municipalité, le chef de service, l'architecte de la DUE pour les explications qu'ils nous ont fournies lors de la séance de commission, je remercie également la présence du directeur des établissements primaires qui était présent et qui a pu nous fournir des informations utiles, vu qu'il fait à peu près ça tous les jours. En gros, le résumé de ce préavis, c'est que c'est un projet qui réunit, si j'en crois les positions de groupes qu'on a reçues, à peu près tout le monde et à juste titre, puisqu'il s'agit de créer des salles de classes, qui manquent actuellement à Pully et puis en résumé, c'est créé l'Annexe Sud, là où l'Annexe Ouest existe déjà et de réaménager un petit peu la répartition des classes et du site du Collège principal.

Trois points en particulier ont été discutés pendant la commission, c'est déjà de souligner que ce projet permettra la création de 10 salles de classes et 2 salles de réserve, ce qui permettra d'augmenter la capacité, en nombre d'élèves, d'environ 250 élèves et puis de créer 96 places de parascolaire, puisque que le site Pierre d'Arvel, sera à l'avenir un site parascolaire et les classes se situeront dans le nouveau bâtiment dont la construction est prévue. C'est aussi la possibilité de libérer en réalité de la place sur le site d'Arnold Reymond, qui est dédié à l'école secondaire, car certains locaux d'Arnold Reymond sont utilisés actuellement pour de la direction du primaire, la bibliothèque, etc. qui seront en réalité déplacé sur le site du Collège principal, donc cela va libérer aussi de la place pour le secondaire à l'Arnold Reymond. Une question en particulier a retenu le travail de la Commission, c'est la question de la création de la salle de sports, le besoin en salle de sports est très important dans la région, on manque de salle de sports dites VD6, vu que tout le monde sait ce que c'est, je ne précise pas que c'est une salle triple, mais en réalité, ce n'est techniquement pas possible de placer une salle VD6 à cet endroit-là, les lieux sont trop petits, sauf faire un terrain de foot un peu plus petit que la norme. Du coup, cela sera une salle VD5 qui correspond en fait à une salle de gym double. Voilà un petit peu pour les points qui ont été discutés en commission. Ma présentation serait incomplète si je ne parlais pas évidemment de la question des coûts, projet global budgétisé entre CHF 48 et 52 millions, le crédit d'étude proposé est à CHF 5'257'000.00. Le préavis quant au crédit d'investissement sera soumis au Conseil en 2024, donc là on vote évidemment le crédit d'étude. Je me permets quelques remarques sur l'importance du crédit d'étude, pour vous dire que l'architecte de la DUE, c'est un point, comme vous avez pu voir dans le rapport de la Commission qui a été discuté assez vivement pendant la commission, cette question du coût, il nous a expliqué qu'en réalité la création de salles de classes, c'est quelque chose d'obligatoire de par la loi, dès lors que la population augmente et donc, du coup, il y a des standards posés par la cour des comptes qui nous dit à peu près dans quel budget les postes de la création d'un collège doivent se situer. Il y a des tables que je n'ai pas consultées personnellement, mais disons, voilà, il nous a été confirmé qu'on était dans les chiffres posés par la cour des comptes à cet égard, malgré le fait que le crédit d'étude puisse sembler assez cher et puis, une remarque plus personnel, quand on construit une école de ce type-là, il y a évidemment des règles, on n'arrive pas au Conseil communal comme ça, il y a une loi sur les marchés publics et si naturellement, des soumissionnaires entendaient pouvoir proposer des budgets plus petits, il me semble qu'il était de la responsabilité de ceux-ci

de soumissionner, ce qui aurait permis éventuellement au Conseil d'opter pour une version moins chère. Voilà, c'étaient mes remarques et je vous remercie de votre attention.

Le Président :

Merci, M. Herzog.

J'ouvre maintenant la discussion sur l'entrée en matière de ce préavis, en vous demandant de limiter vos interventions exclusivement sur l'entrée en matière.

Quelqu'un souhaite-elle ou souhaite-il s'exprimer ? Tel n'est pas le cas.

Nous passons au vote. Je prie celles et ceux qui approuvent l'entrée en matière de le manifester en levant leur carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

L'entrée en matière est approuvée à l'unanimité.

Nous pouvons maintenant passer au traitement de cet objet sur le fond. La discussion est ouverte. Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer ?

M. Roland DU BOIS demande la parole :

Je faisais partie de cette commission et je me suis permis de demander les plans du concours pour pouvoir faire une analyse un tout petit peu plus poussée. Sur la base des coûts de constructions scolaires, je me suis référé donc à la cour des comptes, et le communiqué de la cour des comptes stipule que ces enjeux financiers sont importants. L'analyse de la cour des comptes a porté sur 17 projets, la cour relève qu'il y a de grands écarts de coûts. Les constructions réalisées sur la base de concours d'architecture sont en moyenne une fois et demi plus onéreuses que celles réalisées sans concours. Sans ignorer le principe d'économicité, elle recommande la mise en place par le Canton d'outils simples afin d'aider les communes au mieux pour calibrer leurs projets. Suite à ça, j'ai analysé les surfaces. Les surfaces qui nous ont été transmises correspondent plutôt à des surfaces brutes, or selon l'analyse de la cour des comptes, le coût s'échelonne de CHF 3'150.00 à plus de CHF 7'000.00 au m² net. Si on tient compte des m² nets sur la base des plans, on arrive à environ à CHF 5'600.00 le m² net, ce qui veut dire que les coûts au m² dépassent les CHF 7'600.00. Pour ce faire, je demanderais que la Municipalité suive les recommandations de la cour des comptes, c'est un principe d'économies, qu'il me semble facile à mettre en place, pour la cour des comptes, les CHF 7'000.00 du m², étant le coût le plus cher pour un collège. Merci de votre attention.

Le Président :

Merci, M. du Bois.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ?

Mme Valentine CARDIS demande la parole :

J'ai quelques questions concernant ce préavis 10-2022.

- Au point 3.8, il est fait mention « d'assainissement et de mise aux normes » des deux collèges, Jules Loth et Pierre d'Arvel. De quoi s'agit-il exactement ? Et également, au point 6.2. Dimension environnementale, il est écrit que : « Les travaux d'assainissement et la mise aux normes des composant thermiques de certains bâtiments du site, visent à répondre aux exigences des enjeux environnementaux actuels ». De quels bâtiments s'agit-il et de quels types de travaux parle-t-on ici ?

Et encore, la ville de Pully est inscrite dans la démarche du label « Cité de l'énergie ». Un des chapitres de ce label, gestion des bâtiments communaux, demande justement

que les bâtiments de la ville de Pully soient, dans la mesure du possible, assainis pour améliorer leur bilan énergétique. Serait-il possible de profiter des travaux prévus pour assainir énergétiquement les bâtiments existants ? Ou du moins le maximum de bâtiments existants ? Merci.

Le Président :

Merci, Mme Cardis.

M. Lucas GIRARDET, Municipal, demande la parole :

Je remercie Mme Cardis de m'avoir transmis ses questions pour que je puisse vous répondre dans l'immédiat.

Concernant l'assainissement et la mise aux normes, il s'agit des deux collègues cités préalablement, Jule Loth et Pierre d'Arvel, qui ont un changement de programme sur l'organisation du site et donc on va profiter de les assainir. Dans les deux cas, les travaux concerneront les toitures et les façades, y compris l'isolation, à quoi il faut ajouter une mise aux normes ECA, c'est le cas pour Jules Loth et le changement des vitrages côté CFF pour des questions de risques de transports de matières dangereuses, pour Pierre d'Arvel. Concernant les autres bâtiments existants sur le site, il est prévu de remplacer les vitrages du complexe salle de gym-piscine, s'agissant des travaux qui s'avèrent déjà relativement complexes sur l'ensemble du site, aucune autre intervention n'est prévue sachant que le site va rester en exploitation pendant toute la durée des travaux, donc on ne va rajouter de la complexité à la complexité.

Concernant les questions énergétiques, les 2 bâtiments en question, donc Loth et d'Arvel sont chauffés par des énergies fossiles provenant d'une chaudière qui est située dans l'Annexe Ouest, le crédit d'étude et les études qui vont suivre permettront de préciser une stratégie énergétique, y compris la pose de panneaux solaires, si cela s'avère pertinent. Evidemment que la question du chauffage sera centrale et devrait, selon toute vraisemblance, tendre à utiliser un futur chauffage à distance, en tout cas se raccorder à un futur chauffage à distance le moment venu

Le Président :

Merci, M. le Municipal.

Mme Valentine Cardis, je vous invite à compléter votre intervention.

Mme Valentine CARDIS :

Je vous remercie pour ces réponses et j'ai une deuxième question.

Il a été possible, ces derniers jours, de ressentir la lourde chaleur de ce mois de juin, surtout en ville, ou lorsque nous nous baladons sur des surfaces asphaltées. Il est possible de voir une image de synthèse du nouveau collège à la page 7 du préavis. Une cour bétonnée y est représentée, sans aucune ombre. N'est-il pas possible de prévoir une cour un peu plus accueillante, avec plus de verdure, un sol en dur mais de couleur clair avec quelques arbres pour que les enfants puissent jouer à l'ombre et au frais.

De plus, je souligne également le processus en cours concernant l'élaboration de la nouvelle loi cantonale sur "la protection du patrimoine naturel et paysager". Cette dernière entrera en vigueur cet automne normalement. Je soulève plus précisément le futur Art. 7, « compétence des communes », al. 1, lettre c. qui stipulera : « Les communes exercent notamment les tâches suivantes : mettre à disposition des établissements scolaires les espaces extérieurs nécessaires à la découverte et à la promotion de la biodiversité », ce qui encourage plus de verdure dans les cours d'école. Je vous remercie.

Le Président :

Merci, Mme Cardis.

M. Lucas GIRARDET demande la parole :

Alors la question de l'arborisation du préau et du site en général est assez délicate et complexe, s'agissant d'une densification d'un site lui-même déjà occupé et d'un programme pour le moins complexe à nouveau, puisque que sur tout le préau des locaux sont prévus, en tout cas partiellement sur la partie sud du préau, des locaux sont prévus. Donc, de manière générale les arbres seront plantés partout où cela sera possible, notamment le long de Ramuz, donc au niveau de la rue, pas au niveau du préau, le long du cheminement de mobilité douce prévu à l'ouest du site, donc nord-sud et ponctuellement sur les préaux proprement dits. Concrètement, partout où il y a de la pleine terre, nous planterons en fonction des possibilités.

Le Président :

Merci. M. le Municipal.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ?

M. Sébastien LEVY demande la parole :

Je remercie Mme Cardis d'avoir abordé la question des effets de la chaleur, parce que j'avais préparé un texte exactement sur le même sujet, elle l'a dit beaucoup mieux que moi, j'insiste aussi sur le fait que il y a l'aspect végétalisation et arborisation, il y aussi les réflexions peut-être à avoir sur les façades, avoir un préau qui est en partie couvert et pour moi c'est important qu'au vu des prévisions par rapport aux vagues de chaleur, on sait que cela va être un incontournable des étés à l'avenir, on construit un bâtiment pour plusieurs décennies aussi, donc je pense qu'il est nécessaire de prendre en compte cet aspect, puis au vu de ce qu'il vient de tomber par la fenêtre, j'aurais pu faire le même sujet sur l'imperméabilisation des sols et je vous remercie de votre attention.

Le Président :

Merci, M. Sébastien Lévy.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ?

Mme Anne VIREDAZ demande la parole :

Au point 3.4 en page 5 du préavis, on peut constater qu'un APEMS (accueil pour écoliers en milieu scolaire) est inclus dans le programme initial, mais curieusement à la page suivante, l'APEMS n'apparaît plus dans le programme définitif des locaux validé par la Municipalité le 28 septembre 2020.

En commission, on nous a expliqué que le réaménagement des collèges Jules Loth et Pierre d'Arvel permettrait d'agrandir l'APEMS d'un peu plus de 100 places par rapport aux 116 places existantes et que le réaménagement de ces collèges n'avait pas été inclus dans le programme du concours d'architecture qui devait se concentrer sur les besoins scolaires.

A lire la conclusion 1 du préavis 10-2022, le réaménagement des collèges Jules Loth et Pierre d'Arvel et l'agrandissement de l'APEMS ne sont pas non plus inclus dans la poursuite des études financées par ce préavis.

La Municipalité dit pourtant avoir une stratégie globale pour répondre à la fois aux besoins scolaires, préscolaires, parascolaires et aux besoins d'entretien des constructions existantes. Il nous semble important qu'à ce stade, la poursuite des études que nous

allons financer englobent aussi les besoins parascolaires et le réaménagement des collèges Jules Loth et Pierre d'Arvel. « L'école n'est pas seulement un lieu d'enseignement. C'est aussi un lieu de vie, au moment du repas et de la pause de midi, un lieu d'accueil le matin ou une prise en charge après l'école jusqu'en fin d'après-midi, dans un lieu d'accueil de jour, pendant les devoirs surveillés, au réfectoire, ou encore dans d'autres lieux à disposition des élèves. ».

C'est ce qu'on peut lire dans la rubrique « La journée continue » sur le site de l'État de Vaud et le principe de la journée continue est inscrit dans la constitution vaudoise et fait obligation aux communes de prévoir les moyens nécessaires pour le parascolaire.

Avec l'extension du collège principal, ce seront quelque 800 élèves qui seront sur le site à la journée, sans compter le corps enseignant, les psychologues, psychomotriciens, logopédistes, bibliothécaires, collaboratrices et collaborateurs de la direction et de l'administration qui auront aussi besoin de se restaurer. Il est important que les besoins de restauration et d'accueil en milieu scolaire soient pris en compte en même temps que les besoins scolaires.

C'est pourquoi je vous sou mets cette proposition d'amendement à la conclusion 1 :

Le Conseil communal de Pully,
décide

1. d'allouer à la Municipalité un crédit de CHF 5'257'000.00 TTC, destiné à financer la poursuite des études en vue de la construction de nouveaux locaux scolaires à destination de l'enseignement primaire, de nouveaux locaux à l'intention des psychologues, psychomotriciens et logopédistes en milieu scolaire, d'une bibliothèque et d'une salle omnisports double VD5 sur le site du Collège Principal, l'amendement commence ici :

« ainsi que l'adaptation et le réaménagement des collèges Jules Loth et Pierre d'Arvel pour répondre aux besoins parascolaires de restauration et d'accueil de jour »

montant à prélever tout ou en partie sur les disponibilités de la bourse communale.

Merci de votre attention.

Le Président :

Merci, Mme Viredaz.

Je vous rappelle l'art. 83 de notre règlement. Selon cet article, les propositions de décisions portées devant le conseil communal peuvent faire l'objet d'amendements. Ils ne peuvent être mis en discussion que s'ils ont été présentés au Président par écrit. Ce qui a été le cas et ce qui me permet de vous l'afficher à l'écran. La teneur de l'amendement proposé est donc affichée à l'écran. Il vient de vous être lu.

Je vous rappelle que le vote sur les amendements laisse toujours entière liberté de voter sur le fond. Formellement cet amendement ne modifiant pas le projet, ne modifiant pas le crédit d'étude, je pense qu'il est recevable, je vais pour autant laisser M. le Municipal Jean-Marc Chevallaz s'exprimer sur le sujet.

M. Jean-Marc CHEVALLAZ :

On dit parfois que le diable se cache dans les détails, là c'est plutôt des diabolins que nous avons dans les écoles avec nos enfants, mais pour vous dire que moi je n'ai pas pu avoir cet amendement avant le Conseil communal, ce qui est un petit peu dommage, mais je vais quand même vous dire pourquoi je suis plutôt d'avis négatif par rapport à cet amendement qui vous est proposé.

Pour être tout-à-fait transparent, le fait d'introduire le terme d'UAPE est assez restrictif et puis c'est vrai, que par la suite, cela pourrait potentiellement nous empêcher de réfléchir sur les adaptations des infrastructures, si tout d'un coup on doit rajouter des

salles de classes dans ce bâtiment-là, ou en faire un réfectoire scolaire. Je rappelle que nous sommes dans le cadre d'un crédit d'étude, donc nous allons faire l'étude, il a été relevé à juste titre qu'on aurait peut-être pu rajouter le terme d'UAPE dans différents sous chapitres dans des points de ce préavis, mais il est clair que pour nous la demande est forte aujourd'hui, ces bâtiments seront dévolus à des unités d'accueil pour écoliers, et puis c'est vrai que pendant des nombreuses années, les parents ont aussi privilégié la qualité, aujourd'hui, il y a une demande, on va dire, de réduire un peu la qualité pour pouvoir fournir plus de prestations et répondre aux besoins des parents, à juste titre, puisque l'activité professionnelle évolue, mais nous sommes aussi conscients que ce projet, en lien, si je reste sur les UAPE, ne répond pas à tous des besoins pour tout l'ensemble des enfants qui sont sur la Commune. Ce préavis répond à des besoins, nous sommes dans les 20/80, la majorité des besoins sont répondus, le rapporteur de la Commission a parlé avant par exemple de la salle de gym VD5 au lieu de la VD 6, mais en tout cas nous allons étudier de manière plus approfondie l'ensemble des besoins en termes d'aménagement sur la Commune pour répondre aux besoins en terme d'UAPE, qui bien évidemment va nécessiter d'autres études. Le fait d'enfermer une étude sur l'ensemble du parascolaire est, à mon avis, trop restrictif. C'est la raison pour laquelle, il ne faut pas rajouter ce terme UAPE, puisque l'étude sur l'ensemble des bâtiments va être faite et de manière complète et cela je peux vous l'assurer, vu les besoins que nous avons.

Tous les projets qui vous sont présentés s'imbriquent les uns dans les autres, donc il y a une logique, c'est pour cela qu'il est aussi important peut-être pour nous d'avoir une certaine souplesse dans les études qui sont menées, puisque, comme je l'ai dit précédemment, d'autres études vont venir sur l'ensemble du territoire et du potentiel qui pourrait accepter ces unités d'accueil. Tout cela pour vous dire, que je vous propose de ne pas entrer en matière sur cet amendement.

Merci de votre attention.

Le Président :

Merci, M. le Municipal.

Toutefois, je dois relever qu'il n'y a pas terme d'UAPE dans l'amendement proposé, on parle de répondre aux besoins parascolaires, de restauration et d'accueil de jour. Le terme lui-même d'UAPE n'est pas mentionné. Je ne sais pas si cela change votre position par rapport à cet amendement.

M. Jean-Marc CHEVALLAZ :

On parle de besoins parascolaires, de restauration et d'accueil de jour, mais il n'y a pas de scolaires. Si potentiellement, il y avait nécessité d'adapter des classes, on pourrait se retrouver coincés dans ce projet-là.

Le Président :

Merci, M. le Municipal.

M. Sébastien FAGUE demande la parole :

Moi, c'est pour un autre argument que je vous recommande de ne pas suivre cette proposition d'amendement. C'est le fait que vous avez bien sûr entendu que les membres de la Commission qui se sont penchés sur ce préavis, pour savoir qu'il y a urgence à avancer dans ce projet. Et ma grande crainte, elle est que si on ajoute un amendement tel que celui-ci et qu'on fait d'autres études complémentaires, on essaie de modifier un tant soit peu ce qui est prévu dans le préavis, on risque bien, à terme d'avoir un délai supplémentaire pour arriver au crédit de construction, pour arriver in fine à la

mise en place de ces bâtiments. Et c'est ma grande crainte, car je peux donner mes intérêts, puisque je dirige l'établissements secondaire, je suis particulièrement attentif à ce que l'on puisse aussi avoir un peu de place pour les élèves en secondaire à terme et surtout dans les délais plus que raisonnables, tels que ceux qui sont présentés ici et surtout pas accorder quelques retards supplémentaires, parce que l'on sait très bien que ce type de chantier a des gros retards à la base. Donc, moi je vous demande pour ces raisons de ne pas suivre cet amendement. Merci.

Le Président :

Merci, M. Sébastien Fague.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ?

Mme Anne VIREDAZ demande la parole :

Je suis quand même un peu étonnée des réponses qui sont apportées à cette proposition d'amendement. Cela laisse penser qu'en fait, pour l'instant, rien n'a été prévu et que le jour où on aura 800 élèves, on peut bien accélérer les constructions, j'imagine bien que c'est urgent, mais que fera-t-on le jour où on aura 800 élèves dans cette extension du Collège principal et qu'on n'a absolument pas prévu de possibilités d'APEMS suffisantes pour les accueillir. M. Chevallaz parle d'études qui vont être faites sur les besoins au niveau de la Commune dans sa totalité, mais là on va étendre un collège, un collège important, qui sera le principal des établissements primaires et aujourd'hui, c'est une obligation constitutionnelle, les communes doivent fournir les moyens nécessaires au niveau des APEMS. Donc je vous invite vivement, à soutenir cet amendement, nous en sommes au stade des études, donc c'est effectivement maintenant, quand on finance des études pour un montant de plus de 5 millions, je pense qu'au niveau de ces études, il serait temps d'inclure la question de la restauration et de l'accueil de jour. Merci beaucoup.

Le Président :

Merci, Mme Viredaz.

M. Gil REICHEN, Syndic, demande la parole :

Mme Viredaz a l'air de penser que la Municipalité ignore le problème de l'accueil du parascolaire. Je peux vous affirmer ici que ce n'est pas le cas, je crois que mon collègue, Jean-Marc Chevallaz l'a dit aussi. En plus dans le texte du préavis, on s'engage à mettre un programme parascolaire dans les collèges Jules Loth et d'Arvel, donc mon seul argument est de dire que cet amendement est totalement inutile, Si on commence à amender une conclusion qui vise à accorder un crédit d'étude pour développer un projet par toutes sortes de besoin ou des éléments qui sont dans le corps du préavis, je crois qu'on est en train de faire un travail dont je ne vois pas très bien la finalité. Je crois que c'est écrit, Mme Viredaz, dans le texte, la Municipalité s'engage à étudier ces besoins et on en est totalement conscients. Je veux dire, vous nous rappelez les bases constitutionnelles, on les connaît, on est conscients du nombre d'élèves qui vont être sur ce site et on s'est engagés à étudier cette problématique prioritairement dans les collèges Pierre d'Arvel et Jules Loth. Voilà, je le redis publiquement, cela sera protocolé dans le procès-verbal du Conseil communal. Je vous invite à repousser cet amendement qui me paraît inutile.

Le Président :

Merci, M. le Syndic.

Mme Anne VIREDAZ demande la parole :

J'ai effectivement pu lire dans le préavis, dans les montants qui sont prévus à plus long terme pour les constructions, qu'il y avait effectivement des montants prévus pour le réaménagement des bâtiments Jules Loth et Pierre d'Arvel. Maintenant, M. le Syndic, vous dites qu'il y aura des études, donc ce sont des études supplémentaires qui devront aussi être financées. Quand est-ce que ces études auront lieu, sera-t-il permis de savoir à combien elles seront, ça veut dire que les études que nous finançons aujourd'hui avec ces CHF 5'257'000.00, elles ne suffiront pas, que pour le réaménagement de l'APEMS ou les réaménagements d'APEMS, il faudra des études supplémentaires et quand est-ce que ces études seront menées et est-ce que cela ouvre une perspective de pouvoir être à terme au moment où les locaux scolaires seront disponibles.

Le Président :

Merci, Mme Viredaz.

M. Gil REICHEN demande la parole :

J'aimerais préciser à Mme Viredaz et à l'ensemble du Conseil, que le montant du crédit d'étude que j'espère vous voterez ce soir, les CHF 5 millions deux, comprennent les études pour Jules Loth et Pierre d'Arvel, donc l'étude du parascolaire dans ces bâtiments. Il n'y a pas d'études complémentaires qui devront être votées ultérieurement. Le périmètre de ces études de projets comprend l'ensemble du site, c'est une des raisons qui fait qu'on a expliqué que le montant de l'investissement est plus important que ce qu'on imaginait au départ, mais cela comprend les extensions du secteur primaire sur le site du principal et les besoins parascolaires dans les collèges Loth et d'Arvel, qui sont derrière au nord, voilà le montant comprend l'ensemble.

Le Président :

Merci, M. le Syndic.

Oui, Mme Viredaz, je vous donne la parole une dernière fois.

Mme Anne VIREDAZ :

Oui, je m'excuse d'intervenir encore une fois, merci de me redonner la parole. C'est juste pour réagir à ce que dit M. le Syndic, qui vient d'affirmer que le montant des études que nous allons voter là inclut le réaménagement des établissements Jules Loth, donc mon amendement va tout à fait dans ce sens-là, ce n'était pas stipulé explicitement dans le début de la conclusion, qui ne parle que des constructions scolaires, donc si j'en crois M. le Syndic, que ces études incluent aussi Jules Loth et Pierre d'Arvel, donc dans ce cas-là, mon amendement ne fait que le préciser et l'expliciter. Merci.

Le Président :

Merci, Mme Viredaz.

S'il n'y a pas d'autre intervention, je vous propose de passer au vote sur cet amendement. Celles et ceux qui soutiennent cet amendement, je vous prie de lever votre carton orange. Je vais peut-être demander aux scrutateurs de passer, même si le résultat me semble clair. Je vous prie de garder votre carton orange levé. Avis contraire ? Abstention ?

L'amendement est refusé avec 43 non, 37 oui et 4 abstentions.

Je rouvre encore une fois la discussion générale sur ce préavis, est-ce que quelqu'un souhaite encore s'exprimer ?

M. Alexandre MACHU demande la parole :

Je tenais, au nom du groupe des Vert-e-s à souligner un point qui a déjà été évoqué lors de la commission, il s'agit du nom de ce futur bâtiment, sachant que tous les autres collèges portent un nom d'homme, Arnold Reymond, Pierre d'Arvel, Jules Loth, il a été proposé en commission et la commission s'en est réjouie, que la Municipalité réfléchisse à un nom de femme et revienne auprès du Conseil avec des propositions. Je voulais tout simplement souligner cette proposition qui était relevée dans le rapport de la commission.

Le Président :

Merci, M. Machu.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ? Cela ne semble pas être le cas, la parole n'étant plus demandée, nous allons donc passer au vote sur les conclusions du préavis 10-2022, qui s'affiche à l'écran, je vous en épargne la lecture.

Celles et ceux qui approuvent ces conclusions, je vous prie de le manifester en levant votre carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

C'est donc à une très large majorité, que vous venez d'approuver le préavis 10-2022.

Merci, M. Herzog.

2.5 Préavis 11-2022 Rapport de gestion 2021

En préambule, je vous rappelle la procédure que nous allons suivre concernant, premièrement, le préavis 11-2022 qui n'est autre que le rapport de gestion 2021 et, deuxièmement, le préavis 12-2022 qui porte sur les comptes 2021.

Conformément à l'art. 117 de notre règlement, nous allons délibérer séparément sur la gestion, au point 5 de l'ordre du jour, et sur les comptes, au point 6 de l'ordre du jour.

Il ne sera pas donné lecture des rapports de la Commission de gestion et de la Commission des finances. Les présidents les commenteront éventuellement et livreront seulement leurs conclusions.

La discussion portera successivement sur chacun des chapitres du rapport de la Municipalité. En cas de désaccord entre la Commission et la Municipalité, nous voterons même si la discussion n'est pas demandée. A l'inverse, en l'absence de désaccord, nous voterons uniquement si la discussion est demandée.

Lorsque la discussion concerne une observation, le vote porte sur l'acceptation ou le refus de la réponse de la Municipalité. En revanche, il n'y a pas de discussion sur les vœux émis par les commissions.

Enfin, la délibération se terminera par un seul vote sur les conclusions des deux rapports dans leur ensemble : gestion et compte.

Nous passons donc au traitement du rapport de gestion en commençant par entendre la présidente de la Commission de gestion, Mme Anne Viredaz, que je prie de bien vouloir venir à la tribune nous apporter ses commentaires sur le rapport de gestion 2021 et sur le travail de la Commission.

Mme Anne VIREDAZ :

Vous n'avez pas manqué de lecture pour ce point de l'ordre du jour. Vous avez reçu le volumineux rapport de gestion 2021 de la Municipalité et le dense rapport de la Commission de gestion sur l'exercice 2021, qui vous a été transmis par courriel le 17 mai dernier. Vous avez pu y découvrir les multiples facettes des activités de nos autorités et de notre administration, que je remercie ici pour la qualité du travail accompli et pour leur engagement au service de la Ville de Pully.

La nouvelle commission de gestion élue l'an dernier pour la législature 2021-2026, compte 19 commissaires, 13 membres et 6 suppléantes ou suppléants, dont beaucoup étaient novices dans cette nouvelle fonction et même fraîchement élues ou élus au Conseil communal. Je les remercie toutes et tous pour leur collaboration, leur curiosité et leur application, et le très bon esprit dans lequel se sont déroulées les séances de la Commission de gestion.

L'essentiel du travail s'effectue en sous-commissions, constituées chacune de 3 commissaires de partis différents. Cette année, en plus des 5 sous-commissions examinant chacune l'activité d'un dicastère, il a été possible d'instaurer une sixième sous-commission, qui s'est penchée sur une problématique particulière : la planification scolaire, pré- et parascolaire. Pourquoi ce choix ? Parce qu'en février 2021, le Conseil communal avait déploré un manque d'anticipation et s'était senti mis sous pression d'adopter le préavis 01-2021 afin que le bâtiment scolaire provisoire de Chamblandes puisse accueillir les élèves à la prochaine rentrée scolaire.

La planification scolaire, pré- et parascolaire nécessite une étroite collaboration entre 3 dicastères et à la lecture du rapport de gestion de la Municipalité, en page 114, la Commission de gestion a constaté avec satisfaction qu'en novembre 2021, est-ce un hasard ? avait débuté la création d'un groupe de travail interservices réunissant DJAS, DDGS, DUE et les Directions des écoles primaires et secondaires. C'est une bonne nouvelle.

Cette année, la Commission de gestion a formulé 4 vœux et 3 observations. La Municipalité y a répondu dans un document daté du 11 mai, transmis au Conseil communal. Les réponses aux vœux ne seront pas traitées ce soir, mais la Commission de gestion en assurera le suivi. Quant aux réponses aux observations, la Commission de gestion les trouve parfois un peu timorées, elle vous recommande néanmoins de les accepter et se chargera comme pour les vœux d'en assurer le suivi lors du prochain exercice.

Globalement, la Commission de gestion estime que les affaires communales sont bien gérées et vous invite, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers à approuver la gestion de l'exercice 2021 et à donner décharge aux organes responsables.

Le Président :

Merci, Mme Viredaz.

Je souhaite aussi remercier les commissaires pour le travail effectué et pour le compte-rendu de leurs investigations qui figure dans le rapport de la Commission de gestion. Je relève que la Commission de gestion a formulé 4 vœux ainsi que 3 observations.

Le Conseil ne délibère pas sur les vœux. La Municipalité y a fourni des réponses et il appartient à la Commission de gestion d'en assurer le suivi.

En revanche, le Conseil devra se prononcer sur les réponses apportées par la Municipalité aux observations. La Municipalité y a fourni des réponses dans son document du 11 mai que vous avez tous reçu.

J'ouvre maintenant la discussion sur l'entrée en matière du préavis 11-2022 Rapport de gestion 2021. Quelqu'un veut-il s'exprimer ? Ce n'est pas le cas.
Je passe au vote. Celles et ceux qui approuvent l'entrée en matière, je vous prie de lever votre carton orange. Avis contraire ? Abstention ?
C'est à l'unanimité que l'entrée a été acceptée.

Je vais maintenant procéder de la manière suivante. Nous allons passer en revue le rapport de gestion de la Municipalité chapitre par chapitre dans l'ordre de la table des matières.

Les observations de la Commission de gestion et les réponses de la Municipalité seront traitées dès que nous aborderons le chapitre consacré.

A la fin de l'examen du rapport de la Municipalité, j'ouvrirai une discussion générale sur la gestion et le rapport de la Commission de gestion. Le vote sur les conclusions du rapport de la Commission de gestion interviendra après l'examen des comptes 2021, conjointement avec le vote sur les conclusions du rapport de la Commission des finances.

Quelqu'un s'oppose-t-il à cette manière de procéder ? Ce n'est pas le cas.

Je vous invite donc maintenant à prendre le rapport de gestion.

J'ouvre la discussion :

Chapitre 1 - Municipalité pages 7-9

La parole est-elle demandée ? Cela n'est pas le cas, le chapitre est adopté.

Chapitre 2 - Conseil communal pages 11-15

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Chapitre 3 - Direction de l'administration générale, des finances et des affaires culturelles pages 19-56

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Chapitre 4 - Direction des domaines, gérances et sports pages 59-67

J'ouvre d'abord la discussion sur la réponse de la Municipalité à l'observation 1.6.3 de la Commission concernant la planification scolaire, préscolaire et parascolaire.

Quelqu'un veut-il intervenir à ce sujet ? Ce n'est pas le cas.

La réponse de la Municipalité est donc adoptée telle quelle.

Chapitre 5 - Direction des travaux et des services industriels pages 75-91

J'ouvre d'abord la discussion sur la réponse de la Municipalité à l'observation 1.6.1 de la Commission concernant la lutte contre le littering. Quelqu'un veut-il intervenir à ce sujet ? Ce n'est pas le cas.

La réponse de la Municipalité est donc adoptée telle quelle.

J'ouvre à présent la discussion sur la réponse de la Municipalité à l'observation 1.6.2 de la Commission concernant la diminution de la pollution lumineuse nocturne. Quelqu'un veut-il intervenir à ce sujet ? Ce n'est pas le cas.

La réponse de la Municipalité est donc adoptée telle quelle.

La discussion se poursuit sur ce chapitre. Quelqu'un veut-il intervenir ?

Ce n'est pas le cas. Ce chapitre est adopté.

Chapitre 6 – Direction de l’urbanisme et de l’environnement pages 97-108

La parole n’est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Chapitre 7 – Direction de la jeunesse, des affaires sociales et de la sécurité publique pages 111-147

Mme Carinne DOMINGOS demande la parole :

A la lecture de ce chapitre, je me suis arrêtée aux pages correspondant à la Police Est Lausannoise et j’ai fait le constat que les interventions liées à l’espace public sont mises en avant, notamment celles concernant la circulation et les infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants. A l’inverse, celles qui concernent les espaces privés ne sont guère mentionnées. Par cette intervention, je voudrais souligner l’invisibilisation des violences domestiques et plus largement tout autre type de violences faites aux femmes et aux minorités.

Je serais très heureuse de vivre dans une ville dépourvue de toutes formes de violences. Mais il se trouve que les violences dites « domestiques » sont un véritable fléau qui s’abat principalement sur les femmes et les enfants. Ces violences ne connaissent pas de limites communales, ni de frontières de classes, ni de frontières de genres et culturelles. Selon les chiffres en 2021, un féminicide a lieu toutes les deux semaines en Suisse et le bureau de l’égalité du canton de Vaud avance le chiffre de 2 interventions de police en moyenne pour 1000 habitantes.

Dès lors, il me semble important de détailler davantage ce rapport, ce qui nous permettrait de :

1. visibiliser un problème de sécurité et de santé publique
2. visualiser son ampleur sur le terrain
3. mettre en place des politiques publiques communales.

Pour ces raisons, j’é mets le vœu à la Municipalité, ainsi qu’aux membres de notre Conseil communal faisant partie du Conseil intercommunal de l’ASEL, de prendre en considération ce qui vient d’être dit et proposer à la Police Est Lausannoise de produire des statistiques plus précises concernant notamment les violences domestiques. Cela permettrait de rendre le rapport plus en phase avec les réalités du terrain.

Pour conclure et peut-être hasard du calendrier, le Conseil Fédéral a annoncé ce matin avoir adopté un plan d’action national pour la mise en œuvre de la Convention d’Istanbul qui, pour rappel, a pour but la prévention et la lutte contre les violences à l’égard des femmes et la violence domestique. Ce dernier prévoit plusieurs mesures dont l’amélioration de la récolte des données ainsi, que je cite : « une collaboration étroite avec les cantons, les villes, les communes et la société civile ».

Chers et chères collègues, ceci démontre bien une nouvelle fois l’importance de la prise en compte de cette thématique à chaque échelon de la politique et ce à commencer par le niveau local. Je vous remercie de votre attention.

Le Président :

Merci, Mme Domingos.

Est-ce que quelqu’un d’autre désire s’exprimer sur ce chapitre ?

M. Jean-Marc CHEVALLAZ, Municipal, demande la parole

Tout d’abord, je remercie Mme Domingos de m’avoir transmis le vœu qu’elle a émis et qu’elle vient de vous lire.

Je peux déjà vous apporter plusieurs éléments en ajoutant une casquette supplémentaire à celle de Municipal en tant que Président du comité de direction de la Police Est Lausannois.

L'ASEL, Association de Communes de Sécurité Est lausannois, dont dépend la Police Est Lausannois, est une entité politique juridiquement autonome avec sa propre gouvernance. Conformément à la Loi sur les communes, elle dispose de son propre rapport de gestion qui renferme le bilan du travail effectué par le service de police tant au niveau opérationnel qu'administratif. En particulier en page 30, sous la rubrique 5.4.6 Plaintes enregistrées, vous trouverez les constats de violences domestiques.

Les éléments mentionnés dans le rapport de gestion de la Ville de Pully le sont à titre indicatif et concerne principalement les tâches effectuées sur Pully sous la compétence de l'ASEL. Des chiffres similaires sont transmis aux autorités des autres communes membres de l'association pour leur rapport de gestion respectif.

Le sujet des violences domestiques est un domaine pris très au sérieux par les différentes instances qu'elles soient cantonales et communales, notamment judiciaires et policières. Toutefois, il s'agit d'un sujet complexe et chaque cas doit être traité de façon très rigoureuse.

S'agissant au minimum d'un délit au sens du code pénal, la compétence de poursuivre une telle infraction est du ressort du canton. Pour cette raison, le nombre de cas traités par le Canton sur nos communes n'apparaissent pas dans les statistiques de l'ASEL mais bien dans celles du canton. De plus, une violence domestique comporte plusieurs infractions (menaces, injures, voies de fait, lésions corporelles, contrainte, mise en danger, etc.)

Lorsque notre police est confrontée à une annonce de cas de violence domestique, elle procède à l'audition des parties concernées. Suivant les propos et le constat, l'auteur pourra faire l'objet d'une mesure d'éloignement du domicile conjugal, cela représente entre 2020 et 2021, environ 28 % des cas traités sur le plan vaudois. Dans tous les cas, le procureur de l'arrondissement est informé et décide s'il y a lieu de poursuivre ou non l'auteur.

En 2021, la Police Est Lausannois est intervenue (gestion des cas) à 15 reprises dont 10 sur Pully pour des annonces de cas de violences domestiques. En 2020, c'était 27 cas dont 19 sur Pully, en 2019, 16 cas dont 6 sur Pully. Il faut se rendre compte que parfois la police intervient pour violence domestique et qu'il s'agit finalement d'un différend au sein d'un couple mais sans violences physiques, verbales ou psychologiques.

Sur ces chiffres, et pour des raisons évidentes du secret d'enquête et de protection de l'individu, il n'est pas possible de savoir le nombre de cas qui a fait l'objet d'une poursuite pénale. Il serait donc faux de mentionner dans nos rapports un chiffre qui ne refléterait pas la réalité.

Seuls les chiffres transmis par les autorités cantonales, qui centralisent les données, sont considérés comme fiables, comme ceux mentionnés dans le rapport du Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH). Toutefois, il faut bien admettre qu'il s'agit uniquement des cas annoncés et traités par les autorités judiciaires et policières.

Dans le cadre de la rénovation du poste de police, et afin d'obtenir l'accréditation définitive, un « local LAVI » a été aménagé hors de la vue de la zone « prévenus » pour accueillir les victimes notamment de violences. Une salle externalisée, comme ce qui a été fait Lausanne, ne nous semble pour l'instant pas judicieux au vu du nombre de cas traités.

Des conférences sur l'accueil et le traitement des victimes de telles violences sont régulièrement suivies par les cadres et les collaborateurs des polices cantonale et communale.

La hiérarchie de la Police Est Lausannois reste attentive à ce que les victimes soient prises en charge avec écoute et empathie dans le respect des procédures légales.
Merci de votre attention.

Le Président :

Merci, M. le Municipal Jean-Marc Chevallaz.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer sur ce chapitre 7 ?

Si ce n'est pas le cas, je vais vous demander, comme nous avons ouvert la discussion, d'approuver formellement ce chapitre en levant votre carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

C'est à une large majorité que le chapitre 7 a été accepté.

J'ouvre encore une discussion générale sur la gestion de l'exercice 2021 et le rapport de la Commission de gestion.

Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer ? Ce n'est pas le cas. La discussion est close.

Je rappelle que le vote sur les conclusions du rapport de la commission de gestion interviendra après l'examen des comptes.

Merci Madame Viredaz, vous pouvez regagner votre place.

2.6 Préavis 12-2022 - Comptes 2021

Je demande au Président de la Commission des finances, M. Jean-Denis Briod, de bien vouloir venir à la tribune nous apporter ses commentaires sur les comptes 2021 et sur les conclusions de la Commission des finances.

M. Jean-Denis BRIOD :

Analyser les comptes de l'exercice antérieur, c'est regarder dans le rétroviseur. Cela suscite évidemment moins de débats que le budget ou un crédit d'investissements qui engagent l'avenir. Mais ils constituent le point de référence, la base sur laquelle asseoir nos réflexions futures, il s'agit donc de bien les comprendre.

CHF 16,3 millions. C'est l'amélioration de notre résultat 2021 par rapport à celui figurant au budget, séries de crédits supplémentaires comprises. La perte 2021 est ainsi légèrement inférieure à CHF 1 million, la marge d'autofinancement atteint CHF 3,6 millions, l'endettement auprès d'instituts financiers n'a pas augmenté, il a même légèrement diminué de CHF 600'000.00, et ceci malgré CHF 16,3 millions d'investissements nets. 2021 constitue ainsi le meilleur résultat enregistré par notre Ville depuis 5 ans, depuis 2017, dernier exercice équilibré.

Cette amélioration substantielle est due tout d'abord, à hauteur de CHF 11, 4 millions, à deux éléments exceptionnels qu'il n'était pas possible de prévoir. Elle est due premièrement à une augmentation substantielle des recettes fiscales, CHF 6,5 millions, elle-même due à un seul contribuable, personne morale, pour partie en raison de rattrapages découlant des taxations définitives d'années antérieures, et pour partie, en raison des adaptations logiques des acomptes facturés en 2021.

Elle est due deuxièmement au décompte final 2020 des péréquations qui nous est favorable à hauteur de CHF 4,9 millions et qui nous a été remboursé en 2021. La raison de ce décompte favorable est à rechercher vraisemblablement dans l'évolution de la

valeur de notre point d'impôts qui a probablement évolué en 2020 moins favorablement que la moyenne de l'ensemble des autres communes du Canton.

Tertio, le reste de l'écart a été comblé grâce aux efforts consentis pour maintenir les charges dites maîtrisables quasiment à leur niveau de 2020, la hausse est limitée à 0,5%, alors que le budget les voyait en hausse de 5,3%. Cet effort de contenir les charges à leur niveau antérieur apporte une amélioration de CHF 3,2 millions par rapport au budget, cela doit être salué. Je me dois à cet égard de corriger une imprécision dans mon rapport écrit, les charges de personnel n'augmentent pas dans leur ensemble par rapport à 2020, elles diminuent en réalité de CHF 72'000.00.

Tout cela fait dire à notre Municipalité au chapitre des conclusions du préavis 12-2022 que le déficit « ordinaire », sans ces éléments exceptionnels, aurait été de l'ordre de CHF 13 millions, soit un résultat qui s'inscrit dans le prolongement de ceux des exercices précédents. La situation reste donc structurellement préoccupante.

Un autre point mérite explication. Comment se fait-il, qu'avec une marge d'autofinancement de CHF 3,6 millions, nos investissements nets de CHF 16,3 millions n'aient pas débouché sur une augmentation de nos emprunts restés stables, voire même en légère diminution, à CHF 134,4 millions.

Nous vous donnons l'explication dans notre rapport ; la Ville s'est principalement financée par une augmentation nette de CHF 9,3 millions de ses créanciers en ne payant pas le 4^{ème} acompte des péréquations en automne 2021 et en puisant dans ses liquidités qui diminuent de CHF 4 millions d'une année à l'autre à l'actif de notre bilan.

CHF 3,6 millions d'autofinancement, CHF 4 millions de diminution des liquidités, plus CHF 9,3 millions de financement sur les créanciers, et vous obtenez le financement des CHF 16,3 millions qui ont été investis. Mais les plus de CHF 20 millions dus à l'Etat, il faudra bien les payer un jour, et il faut les ajouter à notre endettement pour apprécier notre situation réelle.

Cela m'amène à nos conclusions : si le résultat 2021 est une bonne surprise par rapport au budget, force est de constater qu'il reflète une embellie à la fois fragile et insuffisante. Fragile, car reposant comme je l'ai exposé il y a un instant, pour l'essentiel sur la bonne santé d'une seule personne morale, ce qui n'est pas garanti pour l'avenir, ainsi que sur la baisse de la facture des péréquations, laquelle ne nous met pas à l'abri d'un système qui peut nous étrangler à tout moment si la valeur de notre point d'impôt devait évoluer plus favorablement que la moyenne des autres communes du Canton. La facture des péréquations reprendrait alors inexorablement l'ascenseur.

Insuffisante, car conduisant à une marge d'autofinancement ne permettant pas d'assurer un auto-financement suffisant de notre programme d'investissements, même limité au strict nécessaire.

Il convient donc d'éviter tout relâchement et de poursuivre :

- 1) les efforts de maîtrise des coûts à leur niveau d'aujourd'hui,
- 2) une grande discipline dans la priorisation des investissements et
- 3) soutenir également toutes les actions qui vont dans la direction d'une réforme du système péréquatif qui pourrait à elle seule soulager durablement nos finances et redonner à notre Ville plus de marge de manœuvre pour financer les infrastructures souhaitées par notre population.

La Commission des finances est confiante dans la détermination de la Municipalité à poursuivre sur ces voies et la remercie, ainsi que l'ensemble de l'administration pour les efforts qui se cachent derrière la froideur de ces chiffres constituant les comptes 2021.

La décision de la COFIN de vous recommander d'approuver les conclusions du préavis 12-2022, soit d'approuver les comptes 2021 de notre Commune ainsi que ceux de la CISTEP et de donner décharge aux organes responsables a été ainsi prise à l'unanimité. Merci pour votre attention.

Le Président :

Merci, M. Briod.

Je remercie aussi également tous les commissaires pour l'important travail effectué. Par ailleurs, je note que, dans son rapport, la Commission des finances n'a pas formulé, sauf erreur, d'observations ou de vœux appelant une réponse de la Municipalité.

M. Jean-Denis BRIOD :

Exact.

Le Président :

J'ouvre la discussion sur l'entrée en matière.

Quelqu'un veut-il intervenir ? Ce n'est pas le cas.

Nous passons au vote sur l'entrée en matière. Je prie celles et ceux qui approuvent l'entrée en matière de le manifester en levant leur carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

L'entrée en matière a été approuvée à l'unanimité.

Nous allons maintenant procéder de la manière suivante :

J'ouvrirai tout d'abord une discussion sur le fond sur le préavis 12-2022 puis nous passerons en revue la brochure des comptes 2021 chapitre par chapitre.

Après cela, nous examinerons encore les comptes de la CISTEP que vous avez reçus en annexe au préavis sur les comptes.

Nous examinerons ensuite la brochure « Comptes 2021 - Analyses et commentaires », chapitre par chapitre.

Enfin, au terme de ces délibérations, nous passerons au vote sur les conclusions des rapports des commissions de gestion et des finances, qui recommandent l'approbation des conclusions des préavis 11 et 12-2022, ces deux rapports étant pris dans leur ensemble lors de ce vote conformément à l'art. 117 al. 5 du règlement.

Un conseiller ou une conseillère est-il opposé à cette façon de faire ? Ce n'est pas le cas.

J'ouvre donc la discussion générale sur le préavis 12-2022.

Quelqu'un veut-il prendre la parole ? Ce n'est pas le cas.

Je vous propose donc de prendre la brochure « Comptes 2021 »

Nous allons passer en revue les pages de cette brochure chapitre par chapitre.

Lors de chacune de vos interventions, je vous prie d'indiquer le numéro du poste concerné et la page où il se trouve.

J'ouvre la discussion :

1. Administration générale – pages 1 à 11

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

2. Finances – pages 12 à 16

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

3. Domaines et bâtiments – pages 17 à 22

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

4. Travaux – pages 23 à 30

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

5. Ecoles et cultes – pages 31 à 39

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

6. Police – pages 40 à 42

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

7. Sécurité sociale – pages 43 à 45

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

8. Services industriels – pages 46 à 50

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Tableau comparatif – page 51

La parole n'est pas demandée. Ce tableau est adopté.

Bilan comparé au 31 décembre 2021 – page 52

La parole n'est pas demandée. Cette page est adoptée.

Divers fonds – page 53 à 56

La parole n'est pas demandée. Ces pages sont adoptées.

Divers engagements hors bilan – pages 57 et 58

La parole n'est pas demandée. Ces pages sont adoptées.

Je passe aux pages bleues et rappelle que ces pages sont là à titre d'information. Vous pouvez y apporter vos commentaires ou poser des questions.

Comptes par nature – pages 59 à 62

La parole n'est pas demandée.

Statistique des charges et revenus par nature – page 63

La parole n'est pas demandée.

Les Comptes de la STEP – pages 64 à 66

La parole n'est pas demandée.

Evolution comparative des impôts – pages 67 à 70

La parole n'est pas demandée.

Bâtiments locatifs – pages 71 à 76

La parole n'est pas demandée.

Bâtiments administratifs – pages 77 à 86

La parole n'est pas demandée.

Collèges – pages 87 à 89

La parole n'est pas demandée.

Tableau des dépenses d'investissements – pages 90 et 91

La parole n'est pas demandée.

Plan des investissements 2021 à 2024 – pages 92 à 103

La parole n'est pas demandée.

Quelqu'un souhaite-t-il encore prendre la parole par rapport à l'ensemble de la brochure ? Si ce n'est pas le cas, je considère l'examen de la brochure « Comptes 2021 » comme achevé. Cette brochure n'ayant donné lieu à aucune discussion, elle est adoptée telle quelle.

Nous passons maintenant aux Comptes 2021 de la CISTEP

Comptes 2021 de la CISTEP

Par rapport à cet annexe, quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole ?

La parole n'est pas demandée. Ces comptes sont donc adoptés.

Comptes 2020 - Analyses et commentaires

Nous passons maintenant à la brochure « Comptes 2020 - Analyses et commentaires » qui condense et analyse les chiffres détaillés que nous venons de passer en revue.

Comme pour la brochure précédente, nous allons tout d'abord examiner les pages blanches de cette brochure, chapitre par chapitre. Un chapitre sera adopté d'office si la parole n'est pas demandée. Dans le cas contraire, nous voterons sur l'adoption du chapitre. Quant aux pages bleues de la brochure, elles sont informatives et n'ont pas à être adoptées mais vous pouvez y apporter vos commentaires.

J'ouvre la discussion sur les pages numérotées en chiffres romains :

Commentaire général - page I - II

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est donc adopté.

Bouclage des comptes 2021 - page II

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Analyse du résultat des comptes 2021 - pages III et IV

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est donc adopté.

Emprunts à moyens et longs termes - page V et page VI

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Dépenses d'investissements en 2021 - page VII

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Fonds de réserves, fonds divers - page VII

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Effectif du personnel communal fixe - pages VIII à XII

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Effectif du personnel régional - page XIII

La parole n'est pas demandée. Ce chapitre est adopté.

Nous passons aux pages bleues de la brochure. Elles sont aussi présentées à titre d'information mais vous pouvez apporter vos commentaires ou poser des questions.

Bilan - pages 1 à 14

La parole n'est pas demandée.

Situation des investissements - pages 15 à 24

La parole n'est pas demandée.

Evolution des fonds de réserve, de renouvellement et de rénovation en 2021 - pages 25 à 28

La parole n'est pas demandée.

Le détail des Comptes 2021 par nature - pages 29 à 35

La parole n'est pas demandée.

Nous en avons ainsi terminé avec l'examen de cette brochure. Quelqu'un souhaite-t-il encore prendre la parole sur l'ensemble de la brochure ? Ce n'est pas le cas.

L'examen de la brochure « Comptes 2021 - Analyses et commentaires » est achevé. Cette brochure n'a donné lieu à aucune discussion, elle est adoptée telle quelle.

Je donne encore la possibilité de s'exprimer sur les conclusions des préavis 11 et 12-2022 auxquelles se sont ralliés respectivement la Commission de gestion et la Commission des finances. Est-ce que la parole est demandée sur ces conclusions ? Ce n'est pas le cas, la discussion est close.

Nous sommes ainsi arrivés au terme de nos délibérations sur la gestion 2021 et les comptes 2021 et nous pouvons donc procéder au vote final sur les rapports des commissions de gestion et des finances.

La Commission de gestion conclut son rapport en vous invitant à :

1. approuver la gestion de l'exercice 2021 ;
2. donner décharge aux organes responsables.

La Commission des finances conclut son rapport en vous invitant à :

1. approuver les comptes 2021 et donner décharge aux organes responsables ;
2. approuver les comptes 2021 de la Commission intercommunale de la STEP de Lausanne.

Les conseillères et conseillers communaux qui acceptent les conclusions des rapports de la Commission de gestion et de la Commission des finances sont priés de lever leur carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

C'est donc à l'unanimité que les conclusions des rapports de la Commission de gestion et de la Commission des finances ont été acceptées.

Au nom du Conseil communal, je remercie la Municipalité, les chefs de services et l'ensemble de l'administration communale pour la qualité du travail effectué, la bonne gestion des affaires de la Commune tout au long de l'année passée sous revue, c'est-à-dire l'année 2021. Notre reconnaissance va aussi à la Commission de gestion et à la Commission des finances pour le gros travail accompli durant cette législature.

Je remercie M. Briod et le prie de regagner sa place au sein de l'assemblée.

2.7 Préavis 13-2022 Création d'une garderie et aménagement d'espaces de bureaux pour la fondation de l'Enfance et de la jeunesse au chemin de Montillier 3 – Crédit demandé CHF 793'000.00

J'invite M. Sébastien Lévy Président de la commission désignée à cet effet, à venir présenter et commenter le rapport de ladite commission.

M. Sébastien LEVY :

On pouvait imaginer qu'un préavis pour la création d'une garderie de 44 places rencontrerait un large succès lors de son examen en commission. Vous avez pris connaissance du rapport, vous avez pu constater qu'en effet, cela a été le cas, les membres de la commission ad hoc ont approuvé les conclusions du préavis 13-2022 à l'unanimité. Cet avis a été partagé par la Commission des finances, qui les a également approuvées à l'unanimité.

Le manque de places d'accueil dans le réseau Pully Belmont Paudex est une réalité et une source d'inquiétude qui touche de nombreuses familles. Je pense que certaines personnes dans cette salle peuvent en témoigner. En tout cas, c'est mon cas. Bien évidemment, ce projet ne résoudra pas entièrement ce problème à lui tout seul, mais il en est une étape très importante. Il s'agit en effet de l'ouverture de la plus grande structure d'accueil publique dans la Commune pour l'instant. La Commission ad hoc soutient le choix de saisir l'opportunité de réaffecter ces locaux actuellement inutilisés en une structure d'accueil, en ce qui concerne les étages inférieurs et en bureaux, ce qui concerne les étages supérieurs. En effet, pour que la Fondation de l'enfance et de la jeunesse puisse accueillir nos enfants dans les meilleures conditions, eh bien elle a aussi besoin de bureaux. Le projet a donc été considéré comme prioritaire, urgent, bien pensé et proportionné. Il est également un bel exemple de partenariat public-privé. Pour toutes ces raisons, mais surtout pour que le soleil radieux d'une naissance ne soit pas obscurci par l'anxiété de trouver une solution de garde, les membres de la commission ad hoc, vous propose, chères et chers collègues, de réserver un bon accueil à ce préavis et d'accepter ses conclusions sans réserve.

Le Président :

Merci, M. Lévy.

J'ouvre maintenant la discussion sur l'entrée en matière de ce préavis, en vous demandant de limiter vos interventions exclusivement sur l'entrée en matière.

Quelqu'un souhaite-elle ou souhaite-il s'exprimer ? Tel n'est pas le cas.

Nous passons au vote. Je prie celles et ceux qui approuvent l'entrée en matière de le manifester en levant leur carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

L'entrée en matière est approuvée à l'unanimité.

Nous pouvons maintenant passer au traitement de cet objet sur le fond.
La discussion est ouverte. Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer ?

Mme Valentine CARDIS demande la parole :

Je soutiens ce projet de la création d'une nouvelle garderie et je remercie d'ailleurs que ce soit prévu. J'ai toutefois une question adressée à la Municipalité concernant bien sûr l'assainissement énergétique, je pense qu'il ne faut pas louper une occasion d'améliorer le bilan de la Ville. Il est fait mention de réaménagement des espaces intérieurs certes, mais un budget est aussi attribué pour des travaux de gros œuvre sanitaire, et de chauffage et ventilation. Est-il prévu d'assainir énergétiquement ce bâtiment pour qu'il réponde aux exigences environnementales actuelles ? Quel type d'installation de chauffage sera étudiée ? Est-ce que la possibilité de raccorder le système de chauffage au futur CAD, chauffage à distance, prévu sera étudiée également ? Est-ce qu'une amélioration de l'isolation de l'enveloppe du bâtiment sera prévue ? Sans quoi un système de chauffage économique et durable n'a plus d'utilité. Je vous remercie pour votre attention.

Le Président :

Merci, Mme Cardis.

M. Lucas GIRARDET, Municipal, demande la parole :

Il s'agit donc d'un bâtiment privé, que la Commune va louer, nous allons donc juste faire des transformations à l'intérieur des parois et des circulations, on ne touche pas du tout au bâtiment lui-même, qui reste en mains privées et au propriétaire de rénover ce bâtiment s'il le souhaite.

Le Président :

Merci, M. le Municipal.

Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer, toujours sur le fond de ce préavis ?

Mme Valentine CARDIS demande la parole :

Il s'agit d'un privé effectivement mais est-ce que ce privé a par exemple été mis au courant de la création future proche du chauffage à distance ?

M. Lucas GIRARDET demande la parole :

Je veux bien répondre, je n'ai pas du tout participé aux discussions, mais à mon sens, il n'est de toute façon pas dans le secteur qui sera concerné à court terme par le chauffage à distance, donc cette question ne devrait pas se poser pour le moment.

Le Président :

Merci, M. le Municipal.

Est-ce que quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer ? La parole n'étant plus demandée, nous allons donc passer au vote sur les conclusions du préavis 13-2022. Celles-ci sont affichées à l'écran. Je vous en épargne la lecture.

Je prie celles et ceux qui approuvent ces conclusions de le manifester en levant leur carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

C'est donc à l'unanimité que vous avez approuvé les conclusions du préavis 13-2022.

Merci, M. Lévy. Vous pouvez regagner votre place

2.8 Rapport de la Commission des affaires régionales et intercommunales (CARI)

Vous avez reçu le rapport du Président de la CARI, M. Charles Edouard Marchand. M. Marchand, souhaitez-vous venir à la tribune pour commenter ou compléter votre rapport ?

M. Charles Edouard MARCHAND :

Je serai bref. Cette année, la Commission des affaires régionales et intercommunales n'a rien fait. Tels devraient être les mots de ceux qui pensent que cette Commission ne devrait pas avoir le titre de permanente pour la seule raison qu'elle se réunit moins souvent que ses consœurs. Cependant, en tant que Président de la CARI, je me dois de nuancer mes premiers propos. Cette année, la Commission des affaires régionales et intercommunales n'a eu aucun préavis à traiter. Elle s'est tout de même réunie en octobre passé, afin de visiter les locaux du SDIS à Pully et aussi afin de faire connaissance pour cette législature. Merci d'ailleurs à M. Sébastien Baehler, Commandant du SDIS, pour la qualité de son accueil. Vous pouvez aussi trouver en annexe du rapport de la Cari, un autre rapport, celui de la protection civile. Pour vous en dresser en bref résumé, comme nous toutes et tous, elle a dû faire face à des situations compliquées et à une perte de leurs effectifs, dû à un changement de loi de la LPPCI. Mais, elle a tout de même réussi à assurer les manifestations, ainsi que ses services. Je terminerai juste par une simple interrogation sur le Préavis 02-2022, concernant le remplacement du couplage chaleur force de la STEP, traité en début d'année et me demande pourquoi la CARI n'a pas été réunie, mais qu'une commission ad hoc a été créée, peut-être est-ce certainement une subtilité de la répartition des commissions qui m'échappe encore. Cela sera tout pour ma part, merci pour votre attention.

Le Président :

Merci, M. Marchand.

J'ouvre la discussion. Est-ce que quelqu'un a une question à poser sur ce rapport ?

Nous n'aurons pas à voter, mais à prendre acte, et vous pouvez poser des questions. Cela ne semble pas être le cas. Je clos donc la discussion et je remercie M. Marchand pour son rapport.

2.9 Rapport d'un-e délégué-e du Conseil communal à l'Association de Sécurité Est Lausannois (ASEL)

Vous avez reçu le rapport de la porte-parole de nos délégués dans ce conseil intercommunal.

Mme Schranz, voulez-vous venir à la tribune pour commenter ou compléter votre rapport ?

Ce n'est pas le cas, merci Mme Schranz.

Nous n'avons pas à nous prononcer sur ce rapport. En revanche, vous pouvez faire part de vos remarques ou poser des questions.

J'ouvre la discussion sur ce rapport. Quelqu'un souhaite-t-il intervenir ? Cela ne semble pas être le cas. Nous avons pris acte de ce rapport et je remercie Mme Schranz.

2.10 Rapport d'une délégué-e du Conseil communal au Conseil intercommunal de l'association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis

Vous avez reçu le rapport de la porte-parole de nos délégués dans ce conseil intercommunal.

Mme Kuonen, voulez-vous venir à la tribune pour commenter ou compléter votre rapport ? Vous pouvez bien sûr rester à votre place.

Mme Verena KUONEN :

Je voulais déjà, dans un premier temps, vous présenter toutes mes excuses, ce rapport vous est parvenu, on peut vraiment dire en toute dernière minute. En principe, ce n'est pas ma manière de fonctionner. Mais il est vrai, que pendant ces dernières semaines, j'étais absente à l'étranger et pas seulement pour des vacances, mais aussi au niveau professionnel et je tiens juste à relever, parce que c'est quand même un évènement qu'on doit relever et je suis très contente de pouvoir vous le communiquer, c'est que notre représentant suisse, M. Markus Schaefer, qui était candidat à une réélection au Comité de l'ONU de la convention des droits à la personne handicapée a été réélu brillamment le 14 juin et j'ai eu le grand plaisir et le grand honneur de soutenir cette candidature. Comme on ne peut pas tout faire, c'est pour cela que le rapport vous est parvenu un peu tardivement.

Et j'aimerais encore profiter de féliciter notre Municipale, Mme Lydia Masméjan, qui a été élue, elle aussi brillamment à la présidence de cette Commission.

La dernière chose que je tiens ici encore à préciser, c'est que les problèmes qui ont été soulevés dans mon rapport concernant l'accessibilité des taxis dans toutes les rues de la Ville de Lausanne et espérons ailleurs, voire aussi la problématique des taxis qui n'ont plus accès à la Gare, ils ne peuvent pas déposer leurs clients, c'est donc effectivement aussi un grand problème, ces questions sont en cours et seront discutées et traitées de la part des différentes municipalités. Voilà, c'est tout ce que voulais rajouter. Merci beaucoup.

Le Président :

Merci, Mme Verena Kuonen et félicitations pour votre candidat.

Nous n'avons pas à nous prononcer sur ce rapport. En revanche vous pouvez faire part de vos remarques ou poser des questions.

J'ouvre la discussion. Y a-t-il une intervention ?

M. Bertrand YERSIN :

Je n'ai quasi rien à dire, si ce n'est de mentionner une toute petite micro erreur dans le rapport, il est mentionné que Mme Lena Lio fait partie de cette Commission, alors qu'en fait c'est mon voisin de droite, M. Patrick Eperon. Voilà, c'était ce que j'avais à signaler.

Le Président :

Merci. M. Yersin, ceci sera porté au procès-verbal.

Y a-t-il d'autres interventions ? Ce n'est pas le cas.

Nous avons pris acte de ce rapport et je remercie Mme Kuonen.

2.11 Election du-de la président-e pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Chers collègues, nous allons maintenant procéder aux élections des membres du Bureau et du Bureau élargi pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Au point 11 de l'ordre du jour, nous avons à élire la présidente de ce Conseil. Je précise que, selon l'accord de répartition des fonctions signé le 2 juin 2021 par tous les chefs de groupes et de partis, la présidence du Conseil pour la période concernée revient au groupe UDC.

Je prie donc ce groupe de présenter une candidature. M. Yersin, vous avez la parole.

M. Bertrand YERSIN :

J'ai l'honneur et le grand plaisir de proposer au poste de présidente du Conseil communal, Mme Jacqueline Reigner, actuellement 1^{ère} vice-présidente.

Jacqueline Reigner habite depuis très longtemps à Pully, depuis plus de 30 ans, elle est docteure en sciences, en neurosciences pour être plus exact, elle a aussi œuvré à Pully dans le cadre de la création d'une entreprise spécialisée en cybersécurité, Mme Reigner me semble particulièrement disposer de toutes les compétences pour assumer ce rôle de présidente du Conseil communal et j'espère que vous soutiendrez cette candidature avec vivacité et plaisir. Merci.

Le Président :

Merci, M. Yersin pour la présentation de la candidature de Mme Reigner.

Je pose la question à l'Assemblée, une autre candidature est-elle présentée ? Ce n'est pas le cas, Mme Reigner est donc élue tacitement présidente du Conseil pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 et nous l'en félicitons vivement.

(Applaudissements)

Mme Reigner, souhaitez-vous vous exprimer ?

Mme Jacqueline REIGNER :

Un tout grand merci de votre confiance, je suis profondément touchée et très sensible à l'honneur que vous me faites en m'élisant aujourd'hui 22 juin 2022 à la Présidence du Conseil communal de Pully.

J'accepte cette élection.

Mes chaleureux remerciements vont à Madame Lena Lio qui, par ses convictions, son charisme et son expérience personnelle, m'a donné le goût de participer à la vie politique. Je remercie le Président du Conseil M. Dimitri Simos et la Secrétaire du Conseil Mme Francine Medana ainsi que tous les membres du Bureau qui ont guidé mes premiers pas dans ce monde particulier de la politique communale.

Merci au Dr Bertrand Yersin, à M. Patrick Eperon, à M. Roland du Bois, à M. Jean-Marc Sottas et merci au Dr Philippe Reigner ainsi qu'à nos 3 enfants et à nos 8 petits-enfants. Pour eux et pour vous tous, je m'engage à soutenir le débat démocratique en toute liberté, dans le respect des personnes, des sensibilités et des opinions. Mon attention va tout particulièrement aux jeunes élus. Je les accompagnerai dans leur évolution en démocratie.

Pour conclure, je partage avec vous ce qui me tient à cœur, la liberté d'entreprendre, la liberté d'apprendre et la liberté d'expression dans un environnement favorable à l'épanouissement de chacun.

J'espère être à la hauteur de Pully, de sa réputation et de son image. Merci.

(Applaudissements)

Le Président :

Merci, Mme Reigner, pour ses belles paroles.

2.12 Election du-de la 1^{er}-1^{ère} vice-président-e pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Selon le même accord, ce poste revient au PLR et je donne la parole à M. Sébastien Fague.

M. Sébastien FAGUE :

Le groupe PLR a le grand plaisir de vous présenter la candidature de M. Olivier Burnet pour ce poste de 1^{er} vice-président pour la période de 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

M. Olivier Burnet est actuellement le 2^{ème} vice-président de ce Conseil et il gravit ainsi un échelon supplémentaire au vu de pouvoir une fois diriger nos travaux. Je vous encourage au nom du groupe à soutenir sa candidature. Merci.

Le Président :

Merci, M. Sébastien Fague, pour la présentation de la candidature de M. Olivier Burnet.

Je pose la question à l'Assemblée, une autre candidature est-elle présentée ?

Ce n'est évidemment pas le cas, sans surprise, M. Burnet est donc élu tacitement 1^{er} vice-Président du Conseil pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, nous l'en félicitons vivement et je me réjouis personnellement de suivre votre présidence dans une année.

(Applaudissements)

2.13 Election du-de la 2^{ème} vice-président-e pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Selon le même accord, ce poste revient à l'UP et je donne la parole à M. Remo Kuonen.

M. Remo KUONNEN :

L'Union Pulliérane vous propose M. Frédéric Bründler au poste de 2^{ème} vice-président. M. Frédéric Bründler est actuellement à la tête de notre parti. Très investi dans les affaires de la Commune et, nous sommes convaincus qu'il agira avec beaucoup d'engagement dans le cadre du Bureau du Conseil. Nous vous remercions donc de soutenir sa candidature comme 2^{ème} vice-Président.

Le Président :

Merci, M. Kuonen, pour la présentation de la candidature de M. Frédéric Bründler.

Je pose la question à l'Assemblée, une autre candidature est-elle présentée ?
Ce n'est pas le cas, M. Frédéric Bründler est élu tacitement 2^{ème} vice-Président et nous l'en félicitons vivement.
(Applaudissements)

2.14 Election de deux scrutateurs-trices pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Je rappelle que selon l'art. 11, al. 3, les deux scrutateurs ne sont pas immédiatement rééligibles à la même fonction.

Selon l'accord de répartition des fonctions déjà évoqué, les fonctions de scrutateurs pour la période concernée reviennent respectivement au groupe Vert'lib. et au PS. Je prie donc ces 2 groupes de présenter leur candidat, Mme Nathalie Lude pour les Verts libéraux et M. Yassin Nour pour le PS.

Mme Nathalie LUDE :

Le groupe Vert Libéral vous présente la candidature de M. Patrick du Bois qui a déjà une petite expérience au Conseil communal de Pully, qui est connu par beaucoup de jeunes de Pully en tant qu'enseignant au secondaire à l'Arnold Reymond.

Je crois que c'est tout ce que je peux dire et je vous recommande sa candidature.

Le Président :

Merci, Mme Lude pour la présentation de M. Patrick du Bois.

M. Yassin NOUR :

Le Parti socialiste a le plaisir de vous présenter la candidature de Mme Yolanda Baez, actuellement scrutatrice suppléante et membre de la Commission de gestion.

Je vous remercie de l'accueil que vous ferez à sa candidature.

Le Président :

Merci, M. Nour, pour la présentation de Mme Yolanda Baez.

Je pose la question à l'Assemblée, d'autres candidatures sont-elles présentées ?

Ce n'est pas le cas. M. Patrick du Bois et Mme Yolanda Baez sont élus 1^{er} scrutateur et 2^{ème} scrutatrice pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023. Bravo à tous les deux.

(Applaudissements)

2.15 Election de deux scrutateurs-trices suppléant-e-s pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Je rappelle que selon l'art. 11, al. 3, les deux scrutateurs ne sont pas immédiatement rééligibles à la même fonction.

Selon l'accord de répartition des fonctions déjà évoqué, ces fonctions de scrutateurs suppléants pour la période concernée reviennent respectivement au groupe des Vert-e-s

et à l'UDC. Je prie donc ces 2 groupes de présenter leur candidat, Mme Anne Viredaz pour les Vert·e·s et M. Bertrand Yersin pour l'UDC.

Mme Anne VIREDAZ :

Le Groupe des Vert·e·s a le plaisir de vous proposer la candidature de Mme Carinne Domingos, géographe, qui a été élue l'an dernier au Conseil communal et qui est aussi membre de la Commission d'urbanisme. Je vous remercie de réserver un bon accueil à sa candidature.

Le Président :

Merci, Mme Viredaz, pour la présentation de Mme Carinne Domingos.

M. Bertrand YERSIN :

J'ai le grand plaisir de vous proposer la candidature de M. Philippe Reigner, au poste de scrutateur suppléant. Philippe Reigner est médecin anesthésiste renommé dans le Canton de Vaud et je pense qu'il sera un excellent scrutateur suppléant. Je vous remercie.

Le Président :

Merci, M. Yersin, pour la présentation de M. Philippe Reigner

Je pose la question à l'assemblée, d'autres candidatures sont-elles présentées ?

Sans surprise, ce n'est pas le cas. Mme Carinne Domingos et M. Philippe Reigner sont élus 1^{ère} scrutatrice suppléante et 2^{ème} scrutateur suppléant pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2023. Bravo à vous.

(Applaudissements)

2.16 Propositions individuelles

2.16.1 Postulat interpartis « Vers une ville sans déchets plastiques à usage unique »

de Melissa Torres et consorts

Un postulat interpartis cosigné par les Conseillères et Conseillers Melissa Torres (Les Vert·e·s) Gérald Cuche (PLR), Robin Carnello (UP), Lena Lio (UDC), Pauline Tafelmacher (PS), Nathalie Lude (Vert'lib.).

J'invite Mme Melissa Torres à venir nous présenter à la tribune ce postulat.

Mme Melissa TORRES :

La pollution par le plastique est un grand fléau pour notre Planète. Pour le freiner, il est urgent et nécessaire d'investir dans des solutions respectueuses de l'environnement, notamment en proposant de la vaisselle réutilisable lors d'évènements dans la Commune. Encore ce week-end, nous pouvions constater, lors de la Silent-disco qui a eu lieu sur l'esplanade du Prieuré, que les boissons étaient servies dans des gobelets jetables. Ce fut également le cas de la dernière édition du festival Pully-Québec qui distribuait des pailles et des couverts en plastique ainsi que des gobelets jetables pour les bénévoles du festival.

Au-delà de la catastrophe écologique que cela génère, il y a une nécessité de sensibilisation et de changement d'habitude de consommation à développer au sein de la Ville de Pully. Les matières premières ne sont pas inépuisables et nous devons donc accompagner la population vers la transition écologique.

Pour ce faire, le présent postulat demande à la Municipalité d'étudier l'opportunité de :

- substituer à la vaisselle jetable des contenants consignés pour les manifestations publiques et privées sur le domaine de la Commune, ainsi que pour les établissements saisonniers au bénéfice d'une autorisation de la police.
- recourir à des alternatives réutilisables dans le cadre de l'administration et des autorités communales, notamment, remplacer la mise à disposition d'eau embouteillée, qui représente un coût financier et environnemental, par la mise à disposition unique de gourdes métalliques fabriquées en Suisse ou de carafes d'eau.
- bannir le plastique à usage unique dans les APEMS et les cafétérias des écoles.

Ainsi, nous demandons au Conseil communal de prendre en considération cette proposition et de la renvoyer à la Municipalité pour étude et rapport.

Merci pour votre attention.

Le Président :

Merci, Mme Torres.

Ce postulat a été reçu dans le délai réglementaire des 7 jours pour pouvoir être traité ce soir conformément à l'art. 67 al. 2 de notre règlement. Nous avons entendu l'auteur du Postulat, maintenant nous allons entendre la Municipalité, si elle souhaite s'exprimer, puis moi-même sur la proposition. Nous aurons ensuite à nous pencher sur la recevabilité formelle de ce postulat et nous passerons ensuite à la discussion et au vote sur l'une des possibilités prévues par l'art 68 al. 2 de notre règlement, c'est-à-dire et c'est ce qu'a dit Mme Torres, de prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la Municipalité.

Je passe maintenant la parole à la Municipalité, si elle souhaite s'exprimer.

Cela n'est pas le cas, merci M. le Syndic.

Il m'incombe maintenant de m'exprimer sur la recevabilité formelle de ce postulat. Le postulat m'a été transmis par écrit bien avant les 7 jours réglementaires. Ce postulat est, selon moi, recevable puisqu'il invite la Municipalité à étudier l'opportunité d'un objet qui relève des compétences de la Municipalité et non du Conseil. Il est donc recevable sur la forme comme sur le fond.

J'ouvre maintenant la discussion sur la recevabilité de ce postulat conformément à l'art. 67 al. 3 de notre règlement. En l'absence de discussion, il sera considéré comme recevable sur le plan formel.

Quelqu'un souhaite-t-elle ou souhaite-t-il s'exprimer ? Cela ne semble pas être le cas, le postulat est considéré comme recevable.

Nous pouvons donc maintenant passer à la discussion sur le fond.

Quelqu'un dans la salle souhaite-t-il s'exprimer ? Cela ne semble pas être le cas.

Mme Torres, vous maintenez votre volonté de le transmettre à la Municipalité, nous allons donc passer au vote sur la proposition. Je prie celles et ceux qui soutiennent le renvoi de ce postulat à la Municipalité pour étude et rapport de lever leur carton orange. Avis contraire ? Abstention ?

C'est donc à une très large majorité que ce postulat est renvoyé à la Municipalité, félicitations Mme Torres, vous pouvez reprendre votre place.

2.17 Divers

2.17.1 Remerciements à la Municipalité pour le soutien à l'Association pour les intérêts et le développement de Pully-Nord

Mme Lena LIO :

Au nom de l'Association pour les intérêts et le développement de Pully-Nord, je profite de cette dernière séance de ce Conseil avant les vacances, pour présenter les plus vifs remerciements à notre Municipalité et aux services concernés pour le soutien sans faille et de longue date. Sans cet appui, une association locale comme la nôtre, qui fête ses 92 ans cette année, aurait beaucoup de difficultés à survivre aujourd'hui, alors que les offres de divertissements se multiplient. A l'avenir, votre soutien restera précieux pour la population de Pully-Nord. Il permettra de poursuivre l'organisation de différentes animations au cours de l'année, y compris le traditionnel vide grenier. De même, il contribue à promouvoir des échanges conviviaux entre les habitants du quartier et au-delà, tout en permettant de prendre connaissance de leurs attentes en matière d'urbanisme, par exemple et en cultivant des liens avec le tissu associatif et les autorités de la Commune. Encore une fois, avec mes sincères remerciements et bel été.

Le Président :

Merci, Mme Lena Lio.

2.17.2 Changements de chef de groupe et de président de parti pour le groupe les Vert·e·s

Mme Anne SCHRANZ :

Certains vont peut-être soulagés, d'autres vont peut-être nous regretter, mais Anne Viredaz Ferrari et moi-même nous quittons nos postes respectivement de cheffe de groupe et de présidente de parti.

Les misogynes, s'il y en a dans la salle, vont être contents, puisque nous sommes remplacées par deux hommes :

Alexandre Machu est notre nouveau chef de groupe et notre Président, Dimitri Simos, qui a pris goût à son titre cette année, continuera à le porter, puisqu'il devient notre président de parti.

Merci d'en prendre note et de leur faire bon accueil.

(Applaudissements)

Le Président :

Merci, Mme Schranz.

2.17.3 Lecture lettre de démission

Mme Nicole PANIZZON

Je vous informe officiellement que je démissionne du Conseil Communal étant donné que mon époux et moi-même allons déménager à Berne, ville dans laquelle nous avons

déjà vécu et dans laquelle nous serons plus proches de notre famille. En conséquence, je me vois dans l'obligation de démissionner du Conseil Communal. Je laisse ainsi ma place au candidat de mon parti qui me succédera et qui pourra faire bénéficier le Conseil de ses compétences.

Elue, puis réélue, j'ai eu le privilège et la responsabilité de siéger au Conseil Communal et cette activité a représenté pour moi une très belle expérience durant laquelle, à tous points de vue, j'ai beaucoup appris. Avant de vous quitter, j'aimerais énumérer quelques étapes qui ont particulièrement marqué mon mandat et qui soulignent la préoccupation constante que j'ai eue d'améliorer le bien-être des Seniors de la Commune.

En 2003, M. Martial Lambert, Mme Verena Kuonen et moi-même avons créé « l'Association d'Entraide des Seniors Pulliérans ». Durant quinze ans, jusqu'en 2018, notre Comité a œuvré, bien évidemment bénévolement, à l'heureux fonctionnement de ce service d'entraide.

En 2005, j'ai fait paraître dans le Régional l'article suivant : « Importance des services d'entraide, forte augmentation des personnes âgées à Pully et environs, nécessité d'un soutien de proximité ».

En 2007, je suis intervenue au sein du Conseil communal en proposant de « Favoriser la construction de logements adaptés aux personnes âgées ».

En 2008, alors que je me préoccupais toujours et encore du futur des personnes âgées, j'ai rédigé l'article suivant pour le Régional : « Les aînés de Pully, quel avenir ? ».

En 2010, j'ai présenté un premier postulat « Vers une politique sociale des Seniors de Pully ».

En 2016, un second postulat « Un Guichet Seniors ».

En avril de cette année, pour la dernière fois, j'ai organisé au Foyer de la Maison Pulliérane une conférence, celle de l'un des membres de ce Conseil, le Professeur Bertrand Yersin. Fort de son immense expérience, M. Yersin a parlé de « L'urgence à domicile » et les nombreux Seniors présents ont apprécié la grande utilité de l'information donnée à cette occasion.

Pour terminer et pour compléter cette énumération, je reviens un peu en arrière. En 2012, j'ai soutenu au sein de ce Conseil, avec la majorité d'entre vous, le préavis municipal du Plan de Quartier « Le Jardin des Désertes ». Après des procédures qui sont allées jusqu'au Tribunal Fédéral, le projet a enfin pu obtenir le permis de construire. C'est ainsi que vingt logements, de grands et de petits appartements, pourront être loués à des Seniors.

Toutes ces activités destinées aux personnes âgées ont été pour moi très enrichissantes et je remercie les personnes qui m'ont soutenue.

Je souhaite à Pully un avenir financièrement fructueux, des décisions salutaires dans tous les domaines et la préoccupation constante de veiller au bien-être des habitants de cette Commune.

(Applaudissements)

Le Président :

Merci, Mme Panizzon.

2.17.4 Nouvelles informations concernant la pétition suite à la fermeture du guichet CFF de Pully

Mme Pauline TAFELMACHER

Je vais être brève, je prends juste la parole pour vous donner des nouvelles pour les démarches que nous avons effectuées à l'annonce de la fermeture du guichet CFF. Il y

a donc la résolution, je ne sais pas si quelque chose est en route du côté de la Municipalité, mais pour ce qu'il en est de la pétition, je voulais vous dire que les 4 dernières semaines, nous avons à peu près récolté 1'100 signatures, à savoir à peu près 700 manuscrites et 400 lancées sur chang.org, donc par voie numérique par un citoyen qui a fait la démarche en parallèle de nous, de manière totalement individuelle. Ce même citoyen suggérait notamment de voir si par la voie de la Municipalité justement, au moment d'aborder les CFF, puisque de toute façon le bureau existant va être de toute manière fermé, il était possible d'envisager une collaboration avec la Poste, avec un guichet CFF qui pourrait occuper un des guichets présents dans les locaux de la Poste. Voilà. Merci beaucoup.

Le Président :

Merci, Mme Tafelmacher.

2.17.5 Lettre de démission

Mme Simone COLLET :

A mon grand regret, ma santé défaillante me contraint à quitter le Conseil communal dans le courant de ma troisième législature et entre le monde de mon arrivée parmi vous et celui dans lequel nous sommes plongés aujourd'hui, bien des choses ont changé, que nous croyions naguère solides. Les certitudes de hier se sont fragmentées, des événements successifs ont fait irruption dans la tranquille continuité des jours. Mais, la confrontation entre dogmes et réalités, a permis de dépasser de vieilles frontières, voire a révélé des convergences inespérées entre des positions naguère opposées.

Ainsi, au cours de ces années, j'ai eu l'occasion d'apprécier beaucoup de mes collègues d'autres partis, de découvrir nombre de personnalités attachantes et de constater qu'au fond, avec des chemins différents, nous tirons tous à la même corde avec un objectif commun, assurer la qualité de la vie à Pully.

Dans notre groupe sont apparus de nouveaux visages. Nos nouveaux élus apportent non seulement une nouvelle dynamique et un engagement sans faille, mais aussi un esprit d'ouverture survolant les clivages entre partis. Jeunes nouveaux et anciens expérimentés, je suis absolument certaine qu'avec l'esprit de cohésion qui les caractérise, ils relèveront les nombreux défis qui les attendent.

Quant à moi, je resterai ardemment attachée à la défense de la nature. Et, en particulier, de l'aménagement en ville de zones de pleine terre et non imperméabilisée pour revitaliser le cycle de l'eau et j'y tiens beaucoup.

Je reste également convaincue de la nécessité d'accentuer la protection du patrimoine bâti, non seulement des bâtiments classés en note 1 et 2, mais aussi des objets plus modestes qui nous lient à notre passé, à nos racines, à nos proches ou lointains parents qui nous ont légué ce village devenu ville et que, à notre tour, nous avons le devoir de léguer aux générations futures.

A vous toutes et tous, je souhaite beaucoup de satisfaction dans votre activité politique et les forces nécessaires pour relever les défis nombreux qui vous attendent dans les années à venir. Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Le Président :

Merci, Mme Simone Collet.

2.17.6 Remerciements au Président sortant

M. Romain HERZOG :

Je serai très bref, car j'entends les ventres gargouillés, mais on arrive gentiment à la fin de cette séance et clore, vous faire part d'une crainte que j'ai, une crainte très importante d'avoir été mal habitué pendant ma première année de législature dans ce Conseil, à vos compétences au perchoir et avant que vous ne vous échappiez de la main du perchoir, je voulais vraiment vous féliciter pour votre prestation, parce que je l'ai trouvée très convaincante et c'était très satisfaisant, donc bravo à vous, et je suis certain que Mme Reigner prendra la relève parfaitement, mais je trouvais que c'était très bien comme vous l'avez fait et je tenais à vous remercier personnellement. Et, petite anecdote, j'ai été assez scotché, dès la première séance du Conseil communal, alors que j'ai cru comprendre qu'il y a eu un gros renouvellement au Conseil communal avec beaucoup de nouvelles têtes, M. Simos connaissait déjà les noms de tous les conseillers par leur prénom et leur nom, vous avez un secret, il faudra me le dire, donc bravo à vous.

(Applaudissements)

Le Président :

Merci beaucoup, M. Herzog. Et pourtant M. Herzog, vous n'avez pas été tendre avec moi lors de ma première séance, en me posant des colles qui étaient terriblement difficiles à démêler.

2.17.7 Discours du Président sortant

S'il n'y a pas d'autres interventions, je vais devoir passer au traditionnel discours de fin du Président et il m'incombe de vous adresser quelques mots pour clore cette année présidentielle avant de rejoindre les bancs de notre Assemblée dès le Conseil de la rentrée.

Le Président :

C'est en préparant ce dernier point que j'ai réalisé, devant cette feuille complètement blanche, que j'ai tout dit au cours de ces 12 derniers mois. Vous m'avez placé ici le 17 juin 2021. Était-ce par ignorance ? Par un élan de générosité immense, ou simplement par goût du risque ? En tout cas, ce qui est certain c'est que je me suis senti comme un cambrioleur à qui on donnait les clefs du coffre. Et par un processus mystérieux, qui confine au syndrome de Stockholm, mais plus pulliëran, le charlatan que je suis, s'est senti, au fil des séances, de moins en moins cambrioleur et de plus en plus gardien des coffres.

Alors j'ai essayé, à chaque séance ou presque, de glisser en préambule quelques réflexions afin de nous permettre de prendre un peu de hauteur, avant de nous plonger besogneusement dans l'arène des débats politiques. Passionné de notre patrimoine, je n'ai pas pu m'empêcher de vous faire part de l'émoi que suscite la redécouverte de tombes d'enfants et adolescents, enterrés il y a 6000 ans à Chamblandes.

J'ai aimé fouiller le passé de notre institution. Découvrir qu'elle avait à peine 200 ans et prendre conscience à quel point la démocratie est un régime fragile et délicat.

Ce mandat politique d'une année que vous m'avez donné, m'a fait réaliser à quel point j'aime et respecte nos institutions. Parce qu'aussi perfectibles qu'elles soient, ce sont ces outils que nous avons forgés qui nous aideront le mieux à relever les immenses défis qui se dressent face à nous et qui nous obligent à rompre avec la normalité.

Parce que vivre deux canicules successives au printemps, appréhender une crise de l'énergie, continuer à extraire du pétrole et du charbon pour le brûler, craindre une pénurie mondiale de céréales et la faim qui l'accompagne, mais surtout vivre dans la peur de l'avenir, ce n'est pas normal. Les temps difficiles forgent des hommes et des femmes hors normes. Plutôt que de céder au défaitisme ou à la panique, il faut faire face. Et faire face, ça commence ici. Au plus petit échelon politique local qui soit. Notre rôle à chacun, c'est de garder espoir, de proposer et de convaincre. Tout en gardant, dans tous nos débats, la justice et la vérité devant les yeux. Merci.

(Applaudissements)

Et pour conclure, j'aimerais remercier nos Municipaux, notre Syndic pour le travail quotidien qu'ils réalisent tous les jours, malgré le fait que notre Conseil les malmène parfois.

J'aimerais remercier également M. Selimi, le chef de la conciergerie qui n'est pas là aujourd'hui, M. Clemente, notre huissier, qui distribue la parole à tous ceux qui l'ont demandée, M. Da Silva qui remplace M. Sellimi, M. Dromelet notre régisseur qui fait sons et lumières à chaque Conseil, M. Chevalier, responsable du greffe, M. Steiner, Secrétaire Municipal, et Mme Medana, notre secrétaire du Conseil, qui se démène pour retranscrire fidèlement nos débats.

Grâce à toutes ces personnes, ce Conseil peut se réunir et débattre dans les meilleures conditions.

Je vous propose de les applaudir et j'ai un petit cadeau pour eux.

(Applaudissements)

2.17.8 Discours du Syndic pour le Président sortant

M. Gil REICHEN :

L'accession à la Présidence du Conseil communal est un chemin qui, au premier regard, peut apparaître comme une rectiligne parfaitement balisée, et de ce fait, sans dangers particuliers pour celle ou celui qui l'emprunte...Son parcours complet demande en principe le même temps à toutes et tous, soit deux ans précisément, quels que soient votre abnégation ou votre niveau de performance dans la pratique de l'effort physique.

Mais il convient toutefois de relever que l'accès à ce chemin n'est pas libre, puisqu'il faut détenir la clé d'un portail qui a pour nom « 2ème vice-présidence ». Pour l'obtenir, il faut convaincre de votre motivation et de vos capacités, votre groupe politique dans un premier temps, puis l'ensemble du Conseil communal, même si cette dernière étape est généralement plutôt formelle, car convenue selon un tournus établi entre partis, on nous l'a rappelé tout à l'heure.

Au soir du 27 juin 2019, Mme Anne-Laure Thévoz est élue 2ème vice-présidente pour le groupe des Verts ; c'est pourtant le début du chemin pour Dimitri Simos, qui l'ignorait sans doute encore. En effet, peu de temps après, le 1er septembre 2019, Mme Thévoz démissionnait du Conseil communal, une opportunité de logement inattendue l'ayant amenée à quitter la Commune avec sa famille. Elle ouvrait ainsi l'accès à la deuxième moitié du chemin de la présidence à Dimitri Simos, qui était formellement présenté par son groupe et élu comme 1^{er} vice-président au soir du 24 juin 2020.

Ce même soir, avant que sa fonction ne l'amène à diriger les débats sans y participer, Dimitri Simos déposait un amendement visant à imposer le liège comme matériaux de remplissage du nouveau terrain synthétique de Rochettaz, dont la réfection était en discussion. J'avais alors défendu le point de vue que cet amendement aux conclusions du préavis n'était pas possible, ce qui avait laissé le président Robin Carnello dubitatif,

mais de marbre et donc inflexible. Ce dernier, dans un dernier élan de marquage de son territoire, faisait voter l'amendement, qui était accepté par le Conseil.

Une année plus tard, le 17 juin 2021, lors de l'installation des nouvelles autorités, le préfet du District déclarait l'élection tacite de Dimitri Simos à la présidence du Conseil communal, et lui passait immédiatement les commandes pour la suite de la séance, 14 jours avant son début officiel de mandat.

Le premier lien de Dimitri Simos avec Pully commence par une partie de sa scolarité suivie au Collège de Champittet, bien qu'alors encore domicilié à Lausanne.

En 2012, il est diplômé en Génie civil de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne ; il y reste encore une année comme assistant scientifique au sein du laboratoire Intermodalité, Transports et Planification.

Il travaille ensuite presque 3 ans dans un bureau d'ingénieurs lausannois, BG Consulting Engineers, qui était à mon époque Bonnard et Gardel ingénieurs conseils, puis s'exporte quasi à l'étranger, puisqu'il rejoint les Transports publics fribourgeois pour une nouvelle période de 3 ans. Enfin, dès mai 2019, il entre aux CFF comme chef de projet. On l'aura compris, Dimitri Simos est un passionné de transports, et clairement plus attiré par le domaine ferroviaire que par la douce mélodie d'un moteur V12 Ferrari ! Son engagement écologique a été précoce; à dix ans, il incitait son père à mobiliser ses collègues de travail pour une manifestation contre la pollution de l'air, en écrivant lui-même le slogan « De l'air pur, à bas les voiture ! » ... ça promettait de belles perspectives !

Il entre donc, sans véritable surprise, chez les jeunes verts en 2006, puis au Conseil communal de Pully en 2011. Il a par ailleurs présidé l'association Transport & Environnement (ATE) de 2015 à 2018.

Fibre écologique ou simplement amour de la nature, Dimitri a développé dès son plus jeune âge, son empathie pour les animaux, en imitant les cris de certains oiseaux à la perfection. Le coq par exemple, semblait particulièrement lui réussir, ce que nous aurions expérimenté avec plaisir si ce Conseil siégeait à l'aube plutôt qu'en soirée. Mais il n'est jamais trop tard pour espérer un échantillon de ce talent ! Ou les singes aussi, dans leur habileté à grimper aux arbres; ce qui l'a conduit lui-même à grimper comme un singe jusqu'au plafond de l'appartement de ses parents, en s'aidant de l'encadrement des portes, une spécialité qu'il enseigne aujourd'hui à ses enfants ! Le mimétisme s'est arrêté là et assurément, il ne vous cherchera pas des poux. Cher Dimitri, sens-toi à l'aise, les rideaux de cette grande salle sont à toi ! Peut-être tout à l'heure.

Mais c'est aussi un sens du burlesque insoupçonné, démontré en montant des pièces de théâtre d'improvisation au Lapin Vert, avec la société estudiantine des Belles-Lettres dont il était membre, ce qui d'ailleurs lui a laissé beaucoup d'amis sur sa droite politique, et dit-on, un peu aristos même pour certains.

Dimitri Simos, c'est aussi un passionné d'histoire, du Moyen âge en particulier, très fier de ses origines grecques, mais aussi payernoises et prussiennes par sa mère.

Des origines, plutôt les grecques et les prussiennes à mon avis, qui lui valent d'apprécier particulièrement « les vieux alcools qui arrachent », selon quelques confidences glanées auprès d'amis.

Une riche personnalité, bienveillante, dont à l'évidence nous n'aurons perçu qu'une petite facette lors de cette année de présidence; un mandat qui déjà, touche presque à son terme. C'est un moment non dépourvu d'une certaine émotion pour la personne qui s'apprête à quitter cette fonction.

Après 8 séances, 24 préavis traités, environ 9 millions de crédits votés, 8 postulats, 5 interpellations et quelques gouttes de sueur lors des 17 amendements au règlement d'un récent plan d'affectation, il est donc temps, déjà, de passer la main.

Monsieur le Président, cher Dimitri, j'ai le plaisir de t'adresser les plus sincères remerciements de la Municipalité pour cette année passée à la présidence du Conseil communal, pour ce parcours sans fautes, mais aussi pour la qualité de la collaboration instaurée, tant avec l'exécutif qu'avec les collaborateurs de l'administration.

Tu retrouveras dès le 1er juillet prochain, mais plus concrètement dès le mois de septembre, à la fois les rangs du Conseil et le droit de t'exprimer librement sur les différents objets qui ne manqueront pas pour des débats animés !

Merci pour votre attention et excellente suite de soirée et merci, cher Président, sortant pour le petit geste sympathique.

(Applaudissements)

Le Président :

Merci, M. le Syndic.

M. Gil REICHEN :

J'ai aussi le traditionnel présent pour le Président sortant. Ce n'est pas une pizza.

Le Président :

Merci, M. le Syndic.

Nous sommes toujours au chapitre des « Divers ». Avant de clore cette séance, je vous donne une dernière fois la possibilité de vous exprimer. Si ce n'est pas le cas, je clos cette séance, en vous remerciant sincèrement pour cette année passée en votre compagnie.

J'aimerais vous indiquer la suite des modalités, nous allons passer au foyer pour prendre l'apéritif, pendant que la salle ici sera préparée pour le repas du Conseil.

Je vous remercie beaucoup et vous souhaite d'excellentes vacances.

(Applaudissements)

Fin de la séance : 20h40

Le Président :

La secrétaire :

Dimitri Simos

Francine Medana